

REPUBLIQUE - GABONAISE



## RAPPORT NATIONAL ANCR ET PLAN D'ACTION



MAI 2009



## **SOMMAIRE**

	<b>ABREVIATIONS</b>	<b>3</b>
	<b>RESUME EXECUTIF</b>	<b>4</b>
	<b>INTRODUCTION</b>	
<b>CHAP. I</b>	<b>CONDENSE DU PROCESSUS ANCR</b>	<b>09</b>
	<b>SECT. 1</b> OBSTACLES RENCONTRES ET EQUIPE DE PROJET	<b>09</b>
	<b>SECT.2</b> METHODES ET RESULTATS OBTENUS	<b>12</b>
<b>CHAP. II</b>	<b>STRATEGIE ET PLAN D’ACTION DE RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DE L’ENVIRONNEMENT AU GABON</b>	<b>19</b>
	<b>SECT. 1</b> STRATEGIE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES	<b>19</b>
	<b>SECT. 2</b> PLAN D’ACTION DE RENFORCEMENT DES CAPACITES	<b>22</b>
<b>CHAP. III</b>	<b>MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE ET DU PLAN D’ACTION</b>	<b>31</b>
	<b>SECT. 1</b> COORDINATION ET SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE	<b>31</b>
	<b>SECT. 2</b> STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE	<b>32</b>
	<b>CONCLUSION</b>	<b>33</b>

**ABREVIATIONS**

AME's	<b>Accords Multilatéraux sur l'Environnement</b>
ANCR/GEMN	<b>Auto-évaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial et National</b>
BCH	<b>Mécanisme d'échange d'information sur la Biosécurité</b>
CHM	<b>Mécanisme d'échange d'information sur la Biodiversité</b>
FEM	<b>Fonds pour l'Environnement Mondial</b>
FEN	<b>Fonds pour l'Environnement National</b>
FMI	<b>Fonds Monétaire International</b>
IRC	<b>Initiative de Renforcement des Capacités</b>
PNUD	<b>Programme des Nations Unies pour e Développement</b>

## RESUME EXECUTIF

La résultante de la prise de conscience de la communauté internationale face à la dégradation de la nature a été, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'adoption, la signature et la ratification de nombreux Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME's) parmi lesquels nous pouvons citer : la Convention sur la Diversité Biologique, la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changement Climatiques, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification/dégradation des Terres, le Protocole de Cartagena sur la biosécurité, la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants, la Convention de Vienne sur la Protection de la couche d'Ozone...

Bien qu'ayant mis en place des infrastructures et institutions pour répondre à ses engagements internationaux dans le domaine de l'environnement, il est à noter que le Gabon, à l'instar de plusieurs pays en développement, connaît encore des insuffisances dans la mise en œuvre des AME's ratifiés. Les principaux obstacles qui empêchent la réalisation, à l'échelle nationale, des objectifs des Accords Multinationaux sur l'Environnement (AMEs) seraient essentiellement liés : i) à la faible collaboration et coordination; ii) aux lacunes en matière de connaissances scientifiques et techniques; et iii) à l'insuffisance de sensibilisation du public, des ressources humaines et financières.

Afin d'aider le Gabon ainsi que des nombreux pays en développement le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en collaboration avec, a initié un projet dénommé « Auto-évaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la gestion de l'Environnement Mondial et National (ANCR/GEMN) ».

Ce projet, d'une valeur de 200,000. Dollars US n'a pas pu bénéficier des 44,000 Dollars US attendu au titre de la contribution du Gouvernement gabonais. Débuté en juillet 2006, il était supposé finir en janvier 2008. Mais pour des raisons multiples, le parcours a été jalonné de plusieurs embûches et obstacles. Ces difficultés ont été à l'origine du rallongement du projet d'environ 20 mois car il a réellement pris fin en septembre 2009.

Conformément au document du projet, un bilan de situation a été réalisé afin de faire un état de lieu de la question du renforcement des capacités au Gabon. Il a été révélé que la question du renforcement des capacités a été inscrite comme priorité dans le document de mise en œuvre du NEPAD. C'est pourquoi, des nombreux pays, à l'instar du Gabon ont mis en place des structures de renforcement des capacités.

A la suite de ce bilan, il a été amorcé l'étude thématique afin d'identifier les besoins de renforcement des capacités nécessaires pour mettre en œuvre les trois conventions de Rio que sont la Convention sur la Diversité Biologique, la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification/Dégradation des Terre.

Il est apparu, par la suite, à la lecture des trois rapports thématiques, un besoin de synergie entre les trois conventions. C'est pourquoi, il a été lancé l'étude sur les besoins intersectoriels. Pour compléter ce tableau de synergie et pour mettre en relief les préoccupations environnementales à l'échelle nationale, l'équipe de projet a commis deux études supplémentaires

dont l'une avait trait à l'analyse institutionnelle de la DGEPN et du CNAP et l'autre, à l'analyse de la question de pollutions et nuisances au Gabon.

Pour valider ces études et compléter le processus de collecte d'information, plusieurs ateliers, séminaires, interviews individuels et collectifs ont été organisés tant à Libreville (Ateliers Nationaux) qu'à l'intérieur du pays (ateliers régionaux).

Le corpus informationnel issu de toutes ces activités nous a permis d'identifier des besoins à caractère systémique (besoins systémiques), des besoins de renforcement des capacités des institutions (besoins institutionnels) et des besoins de perfectionnement et de formation des ressources humaines (besoins individuels). Ceux-ci ont été analysés et présentés sous forme de trois approches : approche intersectorielle des besoins, approche holistique des besoins et approche spécifique des besoins. Cette présentation a permis d'identifier plusieurs interventions devant permettre d'accroître les capacités dans la mise en œuvre des AME's et la résolution des problèmes environnementaux nationaux. Au titre des priorités, il a été identifié **119** actions à mettre en œuvre.

## INTRODUCTION

La gestion de l'exploitation et de la domination de la nature était déjà une des préoccupations des philosophes depuis l'antiquité. Il a cependant fallu attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour que naissent des timides prises de conscience suite à la croissance exponentielle de la population, accroissant ainsi leurs besoins et la pression sur les ressources naturelles.

Au XX<sup>e</sup> siècle, nous avons assisté à l'émergence de plusieurs initiatives internationales dont les conférences qui se sont multipliées illustrant ainsi une réelle prise de conscience de l'humanité face à la dégradation de l'environnement liée à l'exploitation industrielle, minière et forestière et aux activités agro-pastorales. Tout ceci a engendré la disparition de nombreuses espèces animales et végétales, le réchauffement climatique... C'est dans cette crainte qu'est né le concept de développement durable.

La résultante de toutes ces déclarations, conférences et prise de conscience face à la dégradation de l'environnement a été l'adoption, la signature et la ratification de plusieurs Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME's) parmi lesquels nous pouvons citer : la Convention sur la Diversité Biologique, la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changement Climatiques, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification/dégradation des Terres, le Protocole de Cartagena sur la biosécurité, la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants, la Convention de Vienne sur la Protection de la couche d'Ozone... Le Gabon fait parti des pays qui se sont engagés à appliquer la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et par conséquent, à mettre en œuvre tous les AME's auxquels il est Pays Partie.

Cependant, bien qu'ayant mis en place des infrastructures et institutions pour répondre à ses engagements internationaux relatifs à l'environnement, il est à noter que le Gabon, à l'instar de nombreux pays en développement, connaît encore des insuffisances dans la mise en œuvre des AME's ratifiés. Les principaux obstacles qui empêchent la réalisation, à l'échelle nationale, des objectifs des Accords Multinationaux sur l'Environnement (AMEs) seraient essentiellement liés :

- i) à la faible collaboration et coordination;
- ii) aux lacunes en matière de connaissances

scientifiques et techniques; et iii) à l'insuffisance de sensibilisation du public, des ressources humaines et des ressources financières.

Si « l'aptitude d'un pays à s'engager dans la voie du développement durable dépend en grande partie des capacités de sa population et de ses institutions, ainsi que de sa situation écologique et géographique... », il est fort permis de penser que la question de renforcement/développement des capacités reste cruciale pour les pays en développement tel que le Gabon.

C'est donc conscient de cette contrainte et de l'importance grandissante des efforts visant à aider les pays en développement à renforcer leurs capacités pour participer à la gestion de l'environnement Mondial que le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) a lancé, à la fin des années 90, une Initiative de Renforcement des Capacités (IRC). Il a mis, à cet effet, des fonds à la disposition des pays membres. Le FEM a entrepris un partenariat avec le PNUD ; l'objectif de ce partenariat entre le Secrétariat du FEM et le PNUD était de réaliser une évaluation des besoins communs en matière de capacités au sein des pays et à élaborer une stratégie pour répondre à ces besoins. Cette initiative a impliqué de vastes consultations avec les pays partenaires, le FEM et ses Agences d'Exécution, les Secrétariats des Conventions sur la Diversité Biologique, le Changement Climatiques et la Désertification/ Dégradation des sols, les autres organisations bilatérales et multilatérales et les organisations non gouvernementales.

Dans une première étape relative à la mise en œuvre des recommandations de l'IRC, le Conseil du FEM a approuvé le financement des pays désireux de réaliser "des autoévaluations nationales des besoins en matière de renforcement des capacités". L'objectif était de soutenir un processus consultatif d'analyse et de planification entièrement piloté par les pays, chargé de déterminer les priorités et les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités nécessaires à la protection de l'environnement mondial. Plus de 150 pays en développement et pays en transition, dont le Gabon, se sont engagés dans un programme d'ANCR. Dans un processus d'ANCR, l'objectif premier est d'identifier les priorités nationales en matière de renforcement des capacités nécessaires à une meilleure gestion de l'environnement mondial. L'ANCR se focalise sur les besoins du pays en matière de capacités pour la mise en œuvre des trois "Conventions de Rio", à savoir les Conventions sur la biodiversité (CDB), la dégradation des sols (CLD), et les changements climatiques (CCCC) – et des autres Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME). De plus, le processus d'ANCR vise à identifier des capacités intersectorielles et à renforcer les synergies entre les AMEs.

Au sens de l'environnement, la capacité serait l'ensemble des possibilités qu'ont, dans un contexte donné, les individus, les organisations de la Société Civile et les institutions de s'attaquer aux problèmes d'environnement dans le cadre des efforts déployés pour parvenir à un développement durable.

Dans cette optique, il s'agit donc des «mesures pour accroître la capacité des individus, des institutions et des systèmes, à prendre et à appliquer les décisions et à remplir leurs fonctions de façon efficace, efficiente et viable» (IRC, 2000). Eu égard aux définitions ci-dessus, le processus ANCR/GEMN Gabon a consisté à identifier les capacités dont le pays a besoin pour gérer l'environnement tant à l'échelle nationale et locale avec des répercussions à l'échelle internationales. Dans cette perspective, nous avons pris en compte, à la fois, les préoccupations environnementales nationales et les éléments pertinents issus des AME's ratifiés par le Gabon.

Le traitement du corpus informationnel mis à notre disposition, nous a conduit à subdiviser notre travail en trois chapitres. **Le premier chapitre** fait un condensé du déroulement du processus ANCR/GEMN au Gabon à travers les obstacles rencontrés (Section 1) et la présentation des

résultats obtenus au terme du processus (Section 2). L'ANCR analyse les points forts, les contraintes et les besoins du pays en matière de capacités, et recommande des actions de renforcement des capacités. C'est pourquoi **le second chapitre** va décliner l'ensemble des actions de renforcement de capacités qui ont été identifiées afin que le Gabon gère au mieux son environnement. Ceci se fera par le biais de la présentation d'une stratégie de renforcement de capacités (section 1) et d'un plan d'action en la matière (section 2). Par ailleurs, afin de donner une suite à cette stratégie, il a été prévu un **troisième chapitre** relatif aux modalités de mise en œuvre du plan d'action. Celles prévoient la mise en place d'une équipe de Coordination (section 1) et le déploiement d'une série d'actions afin recueillir l'assentiment de l'ensemble des parties prenantes pour la mise en œuvre effective du plan d'action (section 2).

## **CHAPITRE 1 : CONDENSE DU PROCESSUS ANCR**

Le projet ANCR/GEMN a été signé entre le PNUD et le Gabon le 20 mars 2006. Mais c'est le 14 juillet, après la formation de l'équipe de projet (Dakar, avril 2006) que le projet a réellement démarré. Lors du déroulement du projet, des obstacles ont été rencontrés ; mais en dépit de ceux-ci, il a pu arriver à son terme et des résultats ont obtenus conformément aux attendus du projet.

### **SECTION 1 : OBSTACLES RENCONTRES ET EQUIPES DU PROJET**

Les obstacles rencontrés durant le déroulement du projet proviennent uniquement de mécanisme de gestion provenant de l'Agence Nationale d'Exécution qu'est la Direction Générale de l'Environnement et la Protection de la Nature.

Premièrement, après la mise en place de l'équipe de projet, il était question de précéder au lancement du projet. Malgré la présentation du dossier et la finalisation de l'activité, le Directeur Général de l'Environnement n'a pas cru bon de donner l'autorisation à l'équipe de projet pour organiser l'atelier de lancement. Cette activité n'a jamais été organisée.

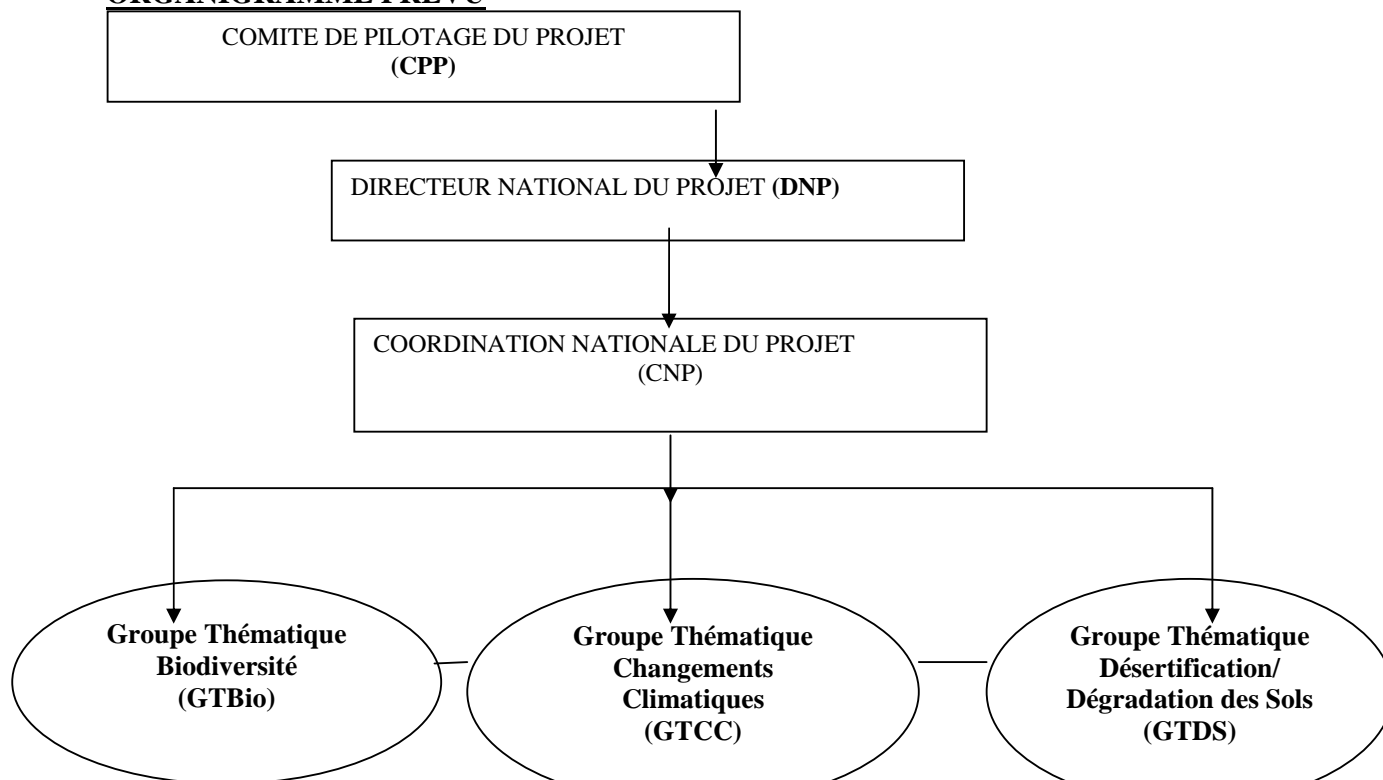
Deuxièmement, l'accord du siège central du PNUD à New-York pour le positionnement des fonds pour relancer les activités n'est intervenu qu'en fin mars 2007. Cette situation a également entraîné une nouvelle reprogrammation des activités car les activités avaient été suspendues durant trois mois (janvier – mars 2007).

Un autre fait analogue intervient en Juillet 2007 lorsque le Directeur Générale de l'Environnement soumet à la signature du Ministre de Tutelle un arrêté visant le changement de toutes les équipes de projet. Face à cette situation et en attendant que la situation connaisse un dénouement au sein du département, le bureau du PNUD Gabon avait décidé de geler l'approvisionnement des subventions à l'ensemble des projets en cours d'exécution durant cette période. A cela se sont ajoutées des difficultés liées à l'absence de communication à l'échelle interne car les concernées (équipes de projets) n'ont été que tardivement informées des nouvelles dispositions prises par la hiérarchie. Le projet ANCR GEMN devrait encore être suspendu pendant trois mois (juillet – septembre 2007). Enfin, d'octobre 2007 à septembre 2008, le projet va encore connaître des problèmes de gestion suite à la validation tardive des calendriers de travail par le Directeur Général de l'Environnement. Durant cette période de 12 mois, le projet va être inactif pendant 3 mois de façon continue (janvier – mars 2008).

Au terme de cette longue et douloureuse marche, le projet a fini par être bouclé en septembre 2008 alors que la fin avait été prévue pour janvier 2008. Il y a donc eu un prolongement d'une durée de 09 mois. Cependant, le Coordonnateur National du Projet, a procédé à une relecture et consolidation de l'ensemble des produits issus du projet. Cette entreprise a duré environ huit(8) ; ce qui a davantage rallongé la période de réalisation du projet. C'est définitivement en juin 2009 que le projet ANCR/GEMN a pris fin en déposant les documents définitifs au Bureau PNUD-Gabon et au Programme Mondial de Renforcement des capacités du FEM/PNUD.

Toute les difficultés de gestion interne du projet n'a pas permis de mettre en place le Comité de Pilotage malgré l'organigramme prévu. De même, elles n'ont également pas permis au projet de bénéficier de la contribution du Gabon estimé à 44,000 Dollars US.

#### **ORGANIGRAMME PREVU**



Durant ce parcours, l'équipe du projet a été remaniée pendant deux fois. Au lancement du projet le 14 juillet 2006, elle était constituée de :



Direction Nationale du Projet :

**Directeur National du Projet (Directeur de l'Environnement et de la Nature) :**  
OMBANDA ONDAMBA Faustin

Coordination Nationale du Projet (CNP)

**Coordonnateur National du Projet :** BAYANI NGOYI Emmanuel

**Coordonnateur National Adjoint du Projet :** LOUNDOU Paul Simon

Groupes Thématiques de Travail (GTT)

- a) Groupe Thématique Biodiversité
  - MAPANGO MINKO Marthe
  - MAKITA Jean Stanislas
  - MIKISSA Jean Bruno
- b) Groupe Thématique Changements Climatiques
  - MBANA Diane Marie Célestine
  - NZIENGUI Fabrice
  - IBOUANGA Brice
- c) Groupes Thématique Désertification/Dégradation des Sols
  - BOUANGA Virginie
  - AGONDOGO Martial
  - EYANG EFFA Edwige

Les groupes ont connu des mutations et ont été enrichis par les apports de plusieurs consultants dont :

- MOUTSINGA Jean Bernard
- OKOUE NDONG Florian
- OLAGHE Franck Eumery

Au terme de l'épisode de Juillet Septembre 2007, l'équipe de projet a été remodelé comme suit :

Direction Nationale du Projet :

**Directeur National du Projet (Directeur Général Adjoint de l'Environnement et de la Protection de la Nature) :** EBOBOLA TSIBAH Louis Léandre

Coordination Nationale du Projet (CNP)

**Coordonnateur National du Projet :** BAYANI NGOYI Emmanuel

## **Coordonnateur National Adjoint du Projet : Mbye NTOMA Gislin**

En dépit de toutes les difficultés, le projet a continué son cours normal d'exécution et des activités ont été réalisées.

### **SECTION 2 : RESULTATS OBTENUS ET METHODES**

Un processus standard est recommandé pour la réalisation d'une ANCR. Celui-ci est basé sur une approche qui s'étend sur 5 phases : phases préliminaire, de bilan de situation, d'évaluation thématique, d'évaluation intersectorielle, rédaction du rapport et du plan d'action.

#### **1. PHASE PRELIMINAIRE**

La phase préliminaire couvrait la période du 14 juillet au 30 septembre 2006. Quatre activités avaient été prévues durant cette phase : mise en place du Comité de Pilotage du projet, mise en place de la Coordination du projet, rédaction des documents de gestion et organisation de l'atelier de lancement du projet. Seules deux ont été réalisées.

Durant la phase préliminaire, l'équipe de projet s'est attelée à élaborer un document de planification dénommé « carnet de bord du projet ANCR/GEMN Gabon ». Celui-ci après avoir rappelé les but et objectifs du projet présente, de manière détaillée, toutes les activités à réaliser pour chacune des phases. Trois autres documents ont été élaborés ; il s'agit du plan de communication, de la matrice de la structure logique du projet et le document d'approche méthodologique pour la mise en œuvre du projet.

L'activité sur laquelle l'équipe de projet a concentré le plus grand effort a été la mise en place du Comité de Pilotage. En effet, plusieurs correspondances signées du Ministre de l'Environnement ont été envoyées à plusieurs Institutions, Départements ministériels et organisations de la Société Civile concernés par le projet. Le suivi et la collecte des réponses avaient été amorcés ; ainsi sur dix huit (18) membres identifiés, seuls trois avaient décliné l'offre. Cependant, les problèmes sus-évoqués n'ont pas permis de mettre en place cette structure du projet.

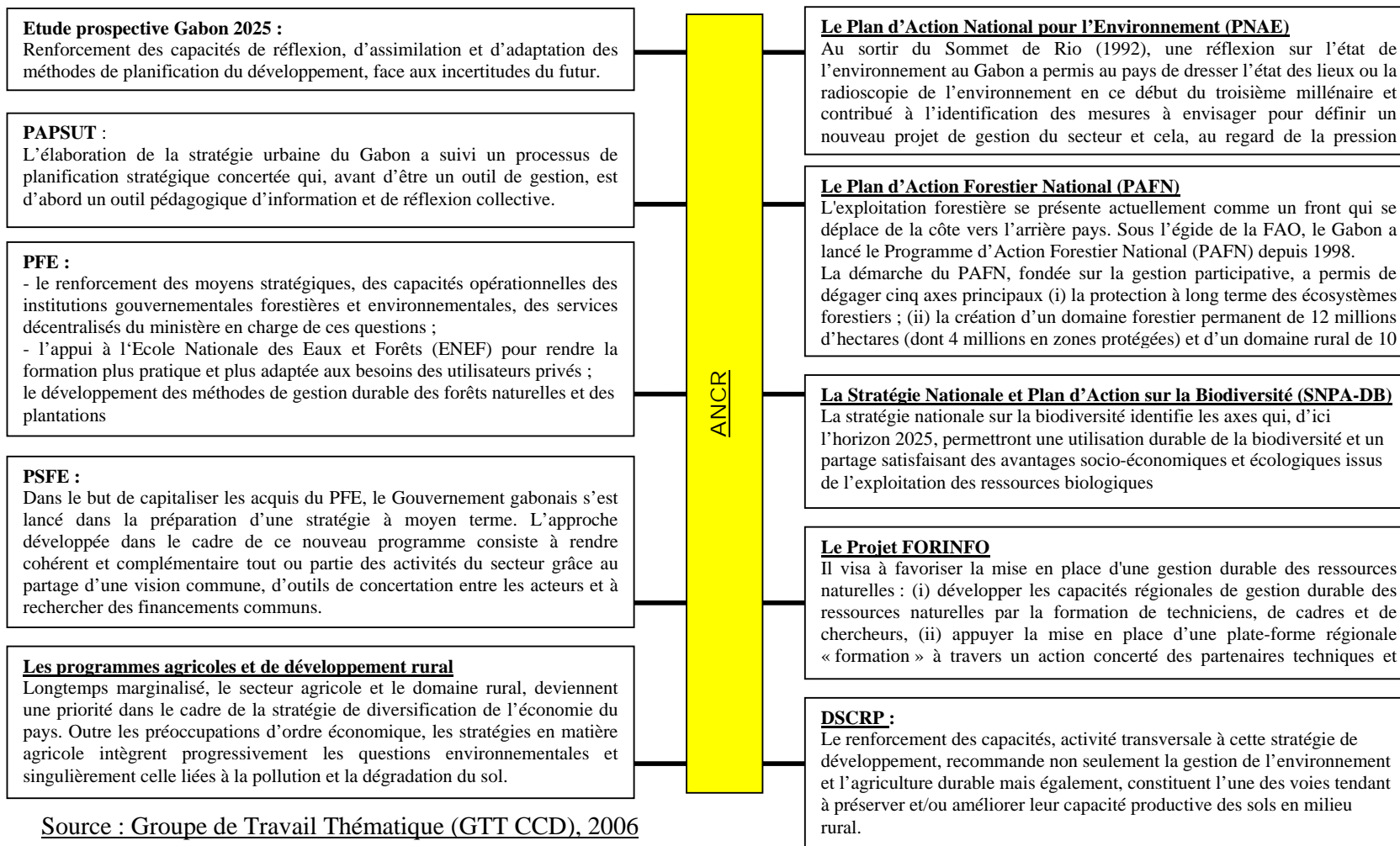
Ne pouvant pas interrompre le projet, celui-ci a continué.

#### **2. PHASE BILAN DE SITUATION**

Malgré les difficultés rencontrées de juillet en décembre 2006, l'équipe de projet a réalisé quelques activités de la phase préliminaire et a lancé comme prévu, en septembre 2006 l'étude relative à la phase de bilan de situation.

Le bilan de situation nous a permis d'identifier les activités et les documents nationaux relatifs aux thèmes des conventions et l'intégration des questions de l'environnement dans les politiques sectorielles et intersectorielles ainsi qu'à la question de renforcement des capacités. Le tableau ci-dessous est une illustration de cette assertion.





S'agissant spécifiquement de renforcement des capacités dans le domaine de l'environnement, nous avons noté, outre le projet FORINFO, l'existence de l'étude sur *la revue des capacités pour le renforcement institutionnel* réalisée par TECSULT International Limited(2002) puis une autre allant dans le même sens mais centrée sur les besoins de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (SAMBO, I. et NDOUTOUME, C., 2002). Nous avons également noté que, sur l'initiative du FMI, les pays Africains ont bénéficié de la création des centres de renforcement des capacités en matière de politiques économiques et de croissance dénommé AFRITAC. Celui installé au Gabon, AFRITAC Centre, couvrira le Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée-Equatoriale, RCA, RDC et Tchad.

De même, conscient que le renforcement des capacités institutionnelles et humaines est la clé de voûte du développement de leurs pays respectifs, les Gouvernements Africains ont négocié auprès de la Banque Mondiale et le FMI la possibilité de mettre en place une autre initiative de renforcement de capacités. C'est de cette concertation tripartite qu'est né, en 1995, le Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique dont le SENAREC (Secrétariat National pour le Renforcement des Capacités) en est le point focal au Gabon.

### **3. PHASE BILAN DE SITUATION**

Les difficultés énoncées ci-dessus n'ont pas permis, à l'équipe de projet, de respecter la programmation initiale. C'est donc en avril 2007 qu'a été lancée l'étude relative aux évaluations thématiques. Elles ont mises en exergue d'une part les obligations et les possibilités offertes par chaque AME et d'autre part les performances du Gabon pour remplir les obligations identifiées pour chacune des conventions de Rio. L'analyse comparée des deux paramètres a montré qu'il existe des écarts en matière de gestion des trois conventions de RIO. Eu égard à cela, une nécessité en terme de renforcement des capacités s'imposerait. C'est dans cette optique que des thématiques pouvant faire l'objet de renforcement de capacités ont été identifiées pour chacune des conventions.

Sans formuler des recommandations spécifiques, il a également esquissé quelques besoins intersectoriels, c'est-à-dire, ceux qui pourraient s'inscrire dans le cadre d'une synergie entre les trois conventions.

En raison de l'épisode de juillet 2007 et de certaines contraintes, cette phase n'a pu être achevée qu'en décembre 2007 à suite d'un atelier de validation des thématiques pouvant faire l'objet de renforcement de capacités qui a été, à Libreville, du 10 au 11 décembre 2007.

### **4. PHASE EVALUATION INTERSECTORIELLE**

L'année 2008 (mars – septembre) a été très intense en activités. En effet, c'est au cours de cette période qu'a été lancé trois études : l'étude intersectorielle, l'étude sur la revue institutionnelle de la DGEPN et le CNAP, l'étude sur les pollutions au Gabon.

Dans l'étude relative à l'évaluation ou l'analyse intersectorielle, il a été identifié les capacités, les besoins et les possibilités de renforcement de capacités qui se recoupent entre les trois Conventions. Il a donc donné d'identifier les besoins communs et les synergies possibles qui existeraient entre les trois conventions de RIO et entre les différentes institutions en vue de la gestion de l'environnement mondial et national. Cette étude a également proposé une liste des

besoins nationaux prioritaires en matière de capacités et des synergies possibles ainsi que des actions qui pourraient constituer la trame du plan d'action.

Dans l'étude sur les pollutions, il a été révélé que les pollutions et nuisances sont un phénomène à régler car les villes du Gabon crouissent dans une insalubrité sans précédent. C'est donc une priorité environnementale nationale.

Celle relative à l'analyse institutionnelle de la DGEPN et le CNAP montre que ces deux structures du Ministère en charge de l'environnement ont besoins d'un réel renforcement de capacités afin d'accomplir leur rôle de locomotive du « train de la gestion de l'environnement mondial et national ».

## **5. ATELIERS REGIONAUX**

Entre la phase 4 (évaluation intersectorielle) et la phase 5 (rapport et plan d'action), il a été organisé trois ateliers régionaux : Franceville, Makokou et Port-Gentil. A chacune des étapes, il a été question d'analyser d'une part, le rôle des collectivités locales et d'autre part celui des autres acteurs dans la perspective d'une décentralisation en matière de gestion de l'environnement. Dans cette optique les besoins en renforcement des capacités ont également été identifiés.

## **6. RAPPORT ET PLAN D'ACTION**

Au terme du projet, il a été demandé de rédiger un rapport ANCR qui présente succinctement le déroulement du processus. C'est qui justifie le présent document. Le rapport a intervenu à la fin de la lecture de consolidation effectuée par le Coordonnateur National du Projet. Les détails du compendium des activités qui constituent ce plan peuvent être documentés dans les trois rapports thématiques (CCD, CC, CLD), le rapport intersectoriel des besoins, le rapport besoins en renforcement des capacités en vue de la gestion durable de l'environnement mondial et national. Toutes les informations issues des rapports nous ont conduit à l'identification des actions prioritaires à mener par le Gabon afin de mieux gérer l'environnement mondial et national. Les détails sont consignés dans le quatrième rapport précité dont un résumé est annexé au présent document.

Du 9 au 12 septembre 2008, un atelier national a été organisé pour esquisser les grandes lignes du plan d'action.

## **7. METHODES**

Dans l'ensemble, pour aboutir à nos résultats, plusieurs méthodes et techniques ont été employés.

- **Matrice du cadre logique**

La matrice du cadre logique nous a permis d'identifier les apports financiers essentiellement provenant du FEM/PNUD, les efforts en nature que l'équipe de projet a fournis puis d'identifier les objectifs et les résultats à atteindre ainsi que les activités à réaliser. Volontairement, nous nous sommes refusé d'indiquer les potentiels hypothèses critiques. Ce cadre logique nous a conduit à rédiger « le matrice de la structure logique » et le « carnet de bord » du projet.

- **Matrice d'analyse des parties prenantes**

A travers les questions qui ? (nom de l'institution, individu ou organisation), quoi ? (les responsabilités ou l'intérêt que l'institution ou l'individu porte à l'environnement et l'ANCR), Pourquoi ? (raison de la participation de l'institution ou l'individu) et comment ? (le rôle possible

et le degré d'intérêt), nous avons pu établir notre liste des parties prenantes. Elle comprend des institutions, organisations et individus provenant de la société civile et de plusieurs administrations. Les opérateurs économiques et les politiques n'ont pas été associés suite à leur demande.

- Les études documentaires

Cette technique a d'abord été utilisée lors de la phase préliminaire afin de permettre l'élaboration d'une fiche technique permettant aux consultants de mieux collecter les informations. Ensuite elle a été largement utilisée lors de la phase de bilan de situation qui s'est totalement reposée sur la recherche bibliographique et documentaire.

- Les interviews

Cette technique a été conseillée aux consultants qui l'ont utilisé durant leur recherche. L'équipe du projet l'a également utilisé avant et après des ateliers pour mieux recadrer les programmes, consolider les informations collectées, les vérifier et pour choisir les parties prenantes cibles capable de contribuer significativement au fonctionnement du projet.

- Les groupes thématiques de travail

Comme cela a été indiqué lors de la présentation des équipes de projet, les équipes thématiques de travail ont été mise en place et utilisé comme des groupes thématiques de réflexion. Ces groupes ont eu un apport très significatif dans l'aboutissement du projet.

- Les ateliers

Comme cela a également été signifié, deux ateliers nationaux (Libreville du 10 au 11 décembre 2007, du 9 au 12 septembre 2008) et trois ateliers sous régionaux (Franceville le 18 avril 2008, Port-Gentil le 7 mai 2008, Makokou le 14 juillet 2008) ont été réalisés afin de faire participer un maximum d'acteurs au processus ANCR. Durant les ateliers, il y a eu partage d'informations, débats et discussions entre les parties prenantes. Ils étaient assortis des propositions.

- Le MOFF et l'analyse des écarts

La matrice MOFF (Menaces, Opportunités, Forces et Faiblesses) couplée à l'analyse des écarts a permis d'établir un différentiel entre la situation départ (situation actuelle) et la situation souhaitée. C'est le résultat de l'utilisation de ses deux instruments de planification pour identifier les 119 activités prioritaires de renforcement des capacités à réaliser par le Gabon non seulement pour lever les contraintes observées mais aussi pour gérer au mieux l'environnement mondial et national.

Ces actions s'inscrivent dans une stratégie et un plan d'action.

## **CHAPITRE 2 : STRATEGIE ET PLAN D'ACTION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES AU GABON**

Point n'est besoin de revenir sur les analyses précédentes développées dans les rapports thématiques et le rapport des besoins en renforcement des capacités en gestion de l'environnement mondial et national. La conclusion globale est que le Gabon a besoin d'un renforcement des capacités à la fois systémique, institutionnelles qu'au niveau des individus (ressources humaines).

Après les avoir identifiés, il nous a paru important de les inscrire dans le cadre d'une stratégie et d'un plan d'action. Ce cadre permettra de :

- fournir un résumé concis et bien documenté des buts et des objectifs de renforcement des capacités et des actions prioritaires qui conduiront à des améliorations mesurables dans la gestion de l'environnement mondial et national ;
- assurer le suivi de l'ANCR, en précisant les cadres de mise en œuvre et y compris le suivi et l'évaluation ;
- mobiliser le soutien pour le renforcement de capacités en matière d'environnement auprès des sources nationales et internationales ainsi ;
- mobiliser les acteurs concernés dans la mise en œuvre du plan d'action de renforcement des capacités.

## **SECTION 1 : STRATEGIE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES**

La stratégie c'est une voie suivie dans le but d'atteindre les buts et les objectifs qu'une organisation s'est assignée. La stratégie d'ensemble de l'organisation est souvent appelée stratégie organisationnelle mais une stratégie peut aussi être mise au point pour n'importe quel aspect des activités de l'organisation. On pensera par exemple à une stratégie environnementale ou une stratégie de commercialisation. Pour le présent cas, il s'agit d'une stratégie environnementale.

La stratégie environnementale que nous allons esquisser peut se définir, à partir de la fonction grecque du stratège, comme un ensemble cohérent de décisions que le Gabon se propose de prendre face aux diverses éventualités qu'il est conduit à envisager, tant du fait des circonstances extérieures qu'en vertu d'hypothèses portant sur le comportement des institutions et des ressources humaines impliquées et intéressés par de telles décisions. Il s'agit donc des nouvelles orientations et approches articulées autour de la gestion coordonnée et concertée de l'environnement mondial et national fondée sur des outils de planification garantissant une responsabilisation effective de l'ensemble des acteurs.

La stratégie comprend le but, l'objectif global et six(6) objectifs spécifiques qui se déclinent comme suit :

### **1- BUT DE LA STRATEGIE**

D'ici 2019, grâce à la mise en œuvre des actions de renforcement des capacités, le Gabon aurait davantage géré l'environnement mondial et national en remplissant ses obligations vis-à-vis des Accords Multilatéraux sur l'Environnement, en bénéficiant des opportunités offertes par lesdits accords et en permettant aux populations gabonaises d'avoir un cadre de vie salubre.

### **2- OBJECTIF GLOBAL**

D'ici 2014, tranche du premier quinquennat de la mise en œuvre du plan d'action, la mobilisation et l'action des différents acteurs ainsi que l'action publique en faveur de la gestion de l'environnement mondial et national seront accrues grâce à l'existence des institutions et organisations performantes, aux ressources humaines formées et à la dotation des moyens logistiques et financiers adéquats aux acteurs identifiés.



### **3- OBJECTIFS SPECIFIQUES**

O.S.1. Intégrer l'enseignement de l'environnement dans le système éducatif du Gabon ;

O.S.2. Mettre en place des stratégies de mobilisation des financements

O.S.3. Mettre en place des stratégies opérationnelles de coordination et de collaboration entre les acteurs impliqués dans la gestion de l'environnement mondial et national

O.S.4. Doter les institutions et acteurs impliqués dans la gestion de l'environnement mondial et national des outils de planification, des stratégies opérationnelles et des infrastructures de salubrité et de conservation de la nature

O.S.5. Accroître les capacités des Instituts de Recherche et des Institutions de formation dans le domaine des ressources naturelles

O.S.6. Accroître la performance des acteurs et des Institutions ainsi que la visibilité de leurs actions respectives

Pour mettre en œuvre cette architecture de planification stratégique, 53 activités ont été identifiées. Celles-ci permettront de réaliser les **119 interventions** répertoriées dans le rapport besoins en renforcement de capacités en vue de la gestion de l'environnement mondial et national. Il est donc souhaitable d'effectuer une lecture simultanée entre les actions consignées dans le plan d'action ci-dessous et les 119 interventions sus-indiquées.

## SECTION 2 : PLAN D’ACTION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES

OBJECTIF SPECIGIQUE 1 : Intégrer l'environnement de l'environnement dans le système éducatif du Gabon																					
ACTIVITES	ANNEES																RESPONSABLE DE LA MISE EN OEUVRE				
	2010				2011				2012				2013					2014			
	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4		T 1	T 2	T 3	T 4
ACT.1 : créer un département « enseignement environnement » à l'Institut Pédagogique National (IPN) et à 'Ecole Normale Supérieure (ENS)																				Ministères Environnement Education Nationale, Enseignements Supérieur, Technique et Professionnel	
ACT.2. : Introduire l'enseignement de l'environnement dans les établissements du premier et second degré, de l'enseignement professionnel et technique, et Ecole Normale des Instituteurs																					
ACT.3. Concevoir et Vulgariser les outils pédagogiques																					
OBJECTIF SPECIGIQUE 2 : Mettre en place des stratégies de mobilisation des financements																					
ACT.1. : Disposer et sécuriser des lignes budgétaires au sein des départements ministériels impliqués en vue de la mise en œuvre des actions visant la gestion de l'environnement mondial et national																				Ministères Environnement et départements ministériels identifiés	
ACT.2. : Elaborer une stratégie de mutualisation des financements sécurisés																					
OBJECTIF SPECIGIQUE 2 (suite) : Mettre en place des stratégies de mobilisation des financements																					

ACTIVITES	ANNEES																RESPONSABLE DE LA MISE EN OEUVRE				
	2010				2011				2012				2013					2014			
	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4		T 1	T 2	T 3	T 4
ACT.3 : Elaborer et mettre en œuvre une directive opérationnelle visant à impliquer les opérateurs économiques et les Collectivités locales dans la mobilisation des ressources financières conséquentes en faveur de la gestion durable de l’environnement mondial et nature																					Ministères Environnement et départements ministériels identifiés, opérateurs économiques, Collectivités Locales
ACT.4. : Développer et mettre en œuvre un programme de mise en route effective de la fiscalité environnementale																					
ACT.5. créer et opérationnaliser le Fonds pour l’Environnement National (FEN)																					
OBJECTIF SPECIGIQUE 3 : Mettre en place des stratégies opérationnelles de coordination et de collaboration entre les acteurs impliqués dans la gestion de l’environnement mondial et national																					
ACT.1. : Créer quatre (4) groupes nationaux thématiques de travail																					Ministères Environnement
ACT.2. : Créer un (1) groupe national de travail sur l’environnement																					
ACT.3. : Créer des plates formes de collaboration bipartite, tripartite, quadripartite et quintupartite entre le département de l’environnement et ses multiples partenaires																					
ACT.4. : Organiser des séances de travail pour pérenniser les partenariats établis																					
OBJECTIF SPECIGIQUE 4 : Doter les institutions et acteurs impliqués dans la gestion de l’environnement mondial et national des outils de																					

planification, des stratégies opérationnelles et des infrastructures de salubrité et de conservation de la nature																								
ACTIVITES	ANNEE																RESPONSABLE DE LA MISE EN OEUVRE							
	2010				2011				2012				2013								2014			
	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4					T 1	T 2	T 3	T 4
ACT.1 : Actualiser le plan d’action en matière de lutte contre la dégradation des sols(PANLCD)																					Ministères Environnement et Acteurs impliqués			
ACT.2. : Actualisé la Stratégie Nationale et Plan d’Action sur la Diversité Biologique (SNPA-DB) <i>en y intégrant les thématiques majeures et programmes de travail en cours à la CDB, les activités liées à la conservation des Mangroves, à la mise en œuvre du Traité de la FAO sur les ressources phytogénétique et des Conventions RAMSAR, CITES , CMS et des AME’s de protection des ressources Halieutiques</i>																								
ACT.3. : Elaborer le Plan d’action de lutte contre les effets des Changements Climatiques																								
ACT.4. : Elaborer et mettre en œuvre les plans d’action de la convention de Stockholm et en matière de protection de la couche d’ozone																								
ACT.5. : Elaborer et mettre en œuvre le plan d’action relatifs à la lutte contre l’insalubrité																								
ACT.6. : Actualiser le Plan National d’Action Environnementale en y intégrant l’ensemble des préoccupations environnementales identifiées aux Activités 1 à 5.																								
ACT.7. : Identifier les actions prioritaires et élaborer un porte folio de projets dans le cadre d’un programme d’intervention en matière																								





OBJECTIF SPECIGIQUE 5 : Accroître les capacités des Instituts de Recherche et des Institutions de formation dans le domaine des ressources naturelles																						
ACTIVITES	ANNEE																				RESPONSABLE DE LA MISE EN OEUVRE	
	2010				2011				2012				2013				2014					
	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4		
ACT.1 : Concevoir, intensifier et mettre en œuvre des programmes de coopérations scientifiques, techniques et technologiques																						Instituts de Recherche
ACT.2. : Concevoir, valider et mettre en œuvre, au sein de chaque Instituts de recherche, des programmes de recherche liés à la gestion de l’environnement mondial et national																						Instituts de Recherche
ACT.3. : Créer des laboratoires spécialisés dans la recherche des questions touchant l’Homme et l’environnement au sein de l’IRSH																						Commissariat Général CENAREST, IRSH
ACT.4. : Créer un Revue Scientifique nationale ayant un « impact factor » reconnu à l’échelle internationale																						Commissariat Général CENAREST
ACT.5. : Acquérir des revues et de publications scientifiques																						Commissariat Général CENAREST et Instituts de Recherche
ACT.6. : Développer un programme de recherche et d’expérimentation des technologies ayant des faibles impacts lors de l’exploitation des ressources naturelles																						IRT
ACT.7. : Mettre en œuvre les mesures visant la structuration de l’Ecole Nationale des Eaux et Forêts																						Ministères Education Nationale, Enseignement





OBJECTIF SPECIGIQUE 6 : Accroître la performance des acteurs et des Institutions Administratives impliquées ainsi que la visibilité de leurs actions respectives en faveur de la gestion de l’environnement mondial et national																							
ACTIVITES	ANNEE																			RESPONSABLE DE LA MISE EN OEUVRE			
	2010				2011				2012				2013				2014						
	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3		T 4		
ACT.1 : Doter l’administration gabonaise d’un arsenal juridique adéquat et appuyer sa mise en œuvre																						Ministère de l’Environnement	
ACT.2. Créer une Agence Nationale de la Météorologie (remplaçant l’actuel DNM)																						Gouvernement	
ACT.3. : Doter à la Coordination National du Plan d’Urgence des Moyens pour son opérationnalisation																						Ministères Intéressés	
ACT.4. : Organiser des ateliers de formation sur la maîtrise des méthodes et techniques de négociation																						Ministère de l’Environnement	
ACT.5. : Organiser des campagnes d’information à l’attention du public, de la Société Civile, des Politiques et des opérateurs économiques																						Ministère de l’Environnement ONG	
ACT.6. : Organiser des ateliers de formation sur l’élaboration, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des projets et les techniques de mobilisation des financements																						Tous les acteurs	

<b>ACT.7.</b> : Doter les Institutions et Organisations impliquées dans la GEMN des Ressources Humaines formées suivant les types de formation, les parcours, filières et spécialités répertoriés et donnant lieu à des diplômes																				Gouvernement Opérateurs Economiques ONG, Partenaires
<b>ACT.8.</b> : Appuyer la redynamisation de l'Antenne Gabon du Réseau des Parlementaires sur la gestion durable des écosystèmes																				Ministères Environnement
<b>ACT.9.</b> : Appuyer les Opérateurs Economique dans la création des cellules de gestion de l'environnement (QHSE, Foresterie Sociale) et dans le respect de la législation																				Ministères Environnement
<b>ACT.10.</b> : Appuyer les Opérateurs Economiques dans les processus d'acquisition des labels visant la promotion des modes de production propre : ISO 9001, ISO 14001, ISO 8001																				Ministère Environnement
<b>ACT.11.</b> : Doter la Direction Nationale de la Météorologie (nouvelle ANM) des moyens et infrastructures nécessaires à la collecte des données climatiques (bouées ARGO, stations synoptiques et automatiques, postes pluviométriques...)																				Gouvernement
<b>ACT.12.</b> Appuyer les Collectivités Locales dans la mise en place et l'opérationnalisation des Services Techniques de gestion de l'environnement																				Gouvernement Opérateurs Economiques ONG, Partenaires
<b>ACT.13.</b> Elaborer, Disponibiliser et vulgariser les lignes directrices relatives à la mise en œuvre des partenariats et collaborations entre l'environnement et les autres acteurs (Société civile, Administrations, Politiques, Opérateurs économiques...)																				Ministère Environnement

[illegible]



## **CHAPITRE 2 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION**

Une démarche stratégique, comme celle que nous venons d'esquisser, repose sur deux notions : l'efficacité et l'efficience. Ainsi, une action est efficace si elle atteint les objectifs qui lui sont fixés. De même, une action est efficiente si elle est réalisée à l'aide d'un minimum de ressources. La prise en considération de ces deux notions nous ont conduit à s'appuyer sur une logique de réflexion stratégique afin de réaliser le plan d'action de manière effective. C'est pourquoi, en nous référant aux erreurs commises lors de la rédaction des exercices de planification précédents, nous avons proposé des modalités de mise en œuvre du plan d'action élaboré.

### **SECTION 1 : DE LA COORDINATION DU PLAN D'ACTION**

Il nous paraît indispensable de mettre en place une Coordination chargée de suivre la mise en œuvre du Plan d'action en matière de renforcement des capacités pour la GEMN. Pour éviter de surcharger le Chef de Service des Ressources Humaines et la duplication des structures, cette tâche pourrait être assumée par le Service de la gestion des partenariats sectoriels et intersectoriels (nouvel organigramme).

Dans les missions de suivi de la mise en œuvre du plan d'action, le responsable sera chargé de la mise à jour périodique du plan d'action. Il s'agira spécifiquement de :

1. assurer le suivi du Plan d'Action et mesurer sa réussite avec le temps ;
2. veiller à ce que les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Plan réagissent aux nouvelles informations et circonstances pouvant entraîner des modifications considérables dans l'exécution du plan d'action ;
3. prendre les mesures nécessaires si les actions recommandées dans le Plan ne sont pas mises en œuvre ;
4. fournir des informations sur les réussites, les faiblesses et les leçons tirées en matière d'exécution du plan d'action de renforcement des capacités aux partenaires nationaux et régionaux et au FEM et au PNUD, aux COP et Secrétariats des Conventions et aux autres AME, autres organisations internationales et partenaires au développement engagées dans le renforcement des capacités et la gestion de l'environnement ;
5. réaliser, selon une périodicité qui sera établie, une évaluation de l'exécution du plan d'action. Il s'agit de savoir dans quelle mesure les actions proposées dans le Plan d'Action sont-elles mises en œuvre? Et dans quelle mesure la vision, les buts et les objectifs de renforcement des capacités sont-ils atteints, par exemple les capacités sont-elles développées à la suite des actions prises?
6. rédiger les rapports de progrès trimestriels et annuels, les distribuer aux hauts responsables et aux principales parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur du pays;
7. de réaliser des actions stratégiques pour mener à bien l'exécution du plan d'action. Ces actions sont décrites ci-dessous.

### **SECTION 2 : ACTIONS STRATEGIQUES A REALISER**

Stratégiquement et dans le cadre d'assurer l'exécution du plan d'action, le Coordonnateur du suivi de la mise en œuvre pourrait :

- présenter aux Premier Ministre, par le biais du Ministre de Tutelle, le plan d'action accompagné des interventions consignées dans le rapport besoins en renforcement des capacités pour la GEMN ;
- organiser une séance de travail avec les responsable du SENAREC afin d'entrevoir la possibilité d'insérer le plan d'action dans le programme de cette institutions spécialisée pour le renforcement des capacités
- organiser neuf ateliers, dans chaque chefs lieux de province, afin de présenter le plan d'action et de mobiliser l'ensemble des acteurs ;
- organiser, au niveau de Libreville, des séances de travail avec les administrations, les organisations de la Société Civile et les Opérateurs économiques afin de finaliser les partenariats et permettre à chaque entités d'identifier les moyens de rendre opérationnels les actions du plan qui le concerne ;
- appuyer chaque acteurs impliqués dans l'élaboration d'une planification opérationnelle du plan d'action.

## CONCLUSION

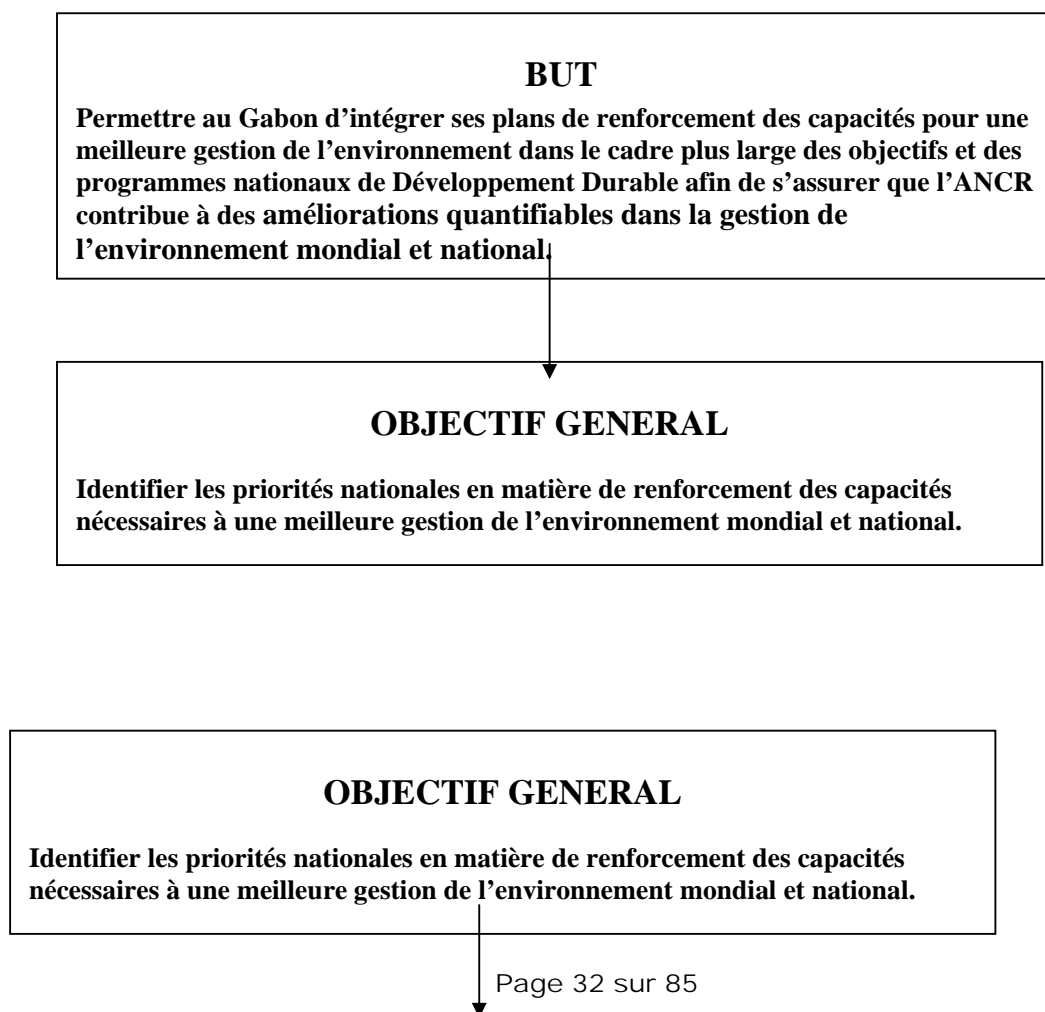
Identifier les besoins en renforcement des capacités nécessaires au Gabon pour remplir convenablement ses obligations vis-à-vis des AME's qu'il a ratifié et pour permettre au Gouvernement gabonais de doter nos villes des infrastructures visant à promouvoir des cadre de vie salubres, a été la mission fondamentale du projet ANCR/GEMN Gabon. Nous pensons avoir atteint cet objectif majeur.

En effet, si nous considérons que la valorisation des capacités peut être définie comme un processus par lequel les ressources humaines, de même que les capacités organisationnelles et opérationnelles des institutions, sont améliorées afin de mieux exécuter les fonctions prioritaires que sont la GEMN alors nous pensons avoir présenté un plan d'action susceptible de coller à cette définition. Car dans celui-ci nous avons tenu compte :

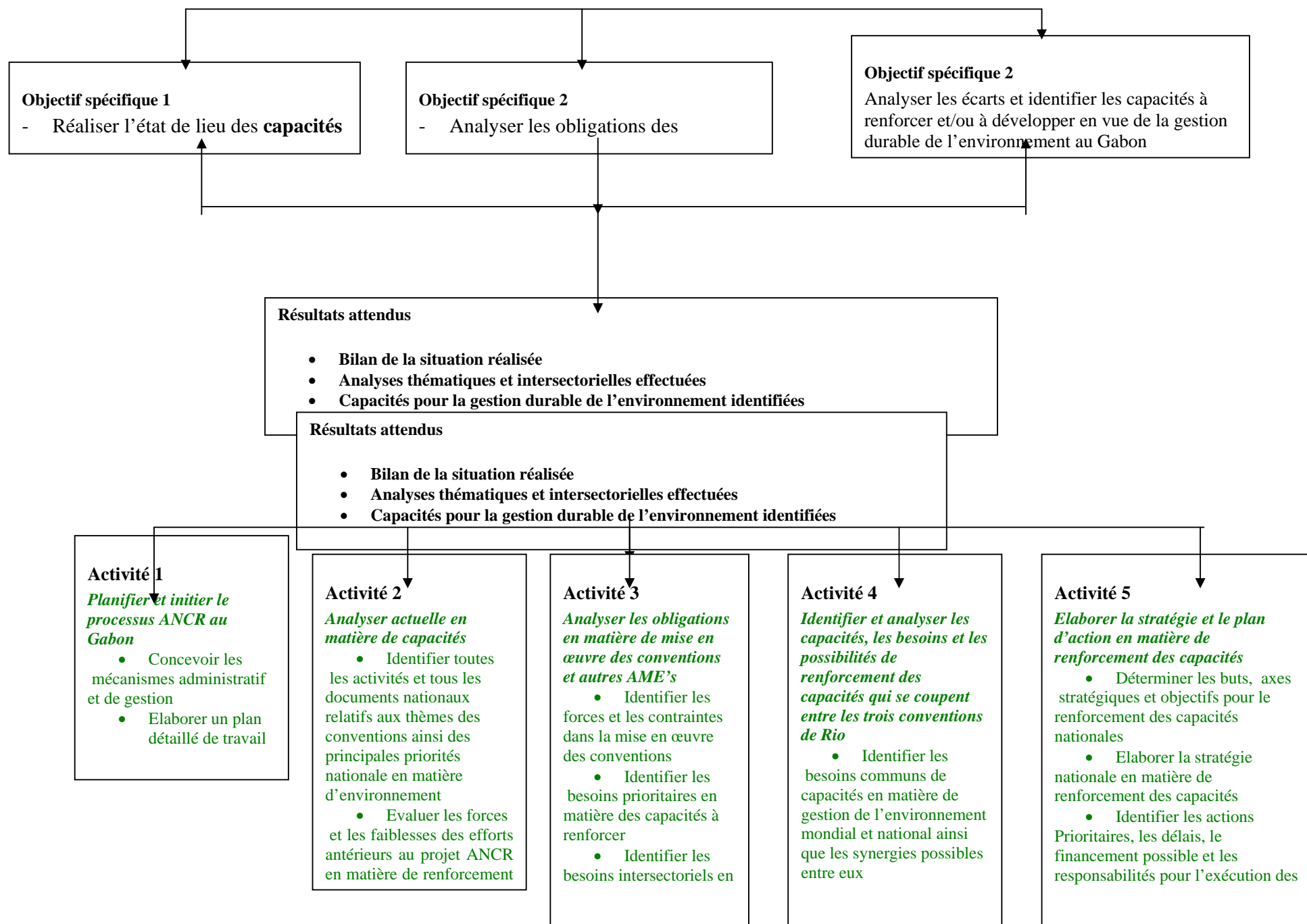
- **des Ressources humaines** : perfectionner les compétences et employer de manière efficace le personnel de gestion (surtout au ministère de l'environnement) ainsi que le personnel bénévole comme celui des ONG ;
- **des Organisations et types de gestion** : comment les organisations, leurs styles de culture et de gestion influencent l'utilisation, le rendement et le maintien en place des ressources humaines qualifiées ; ce qui implique la mise en place des réseaux de liaisons (alliances et réseaux pluridisciplinaires dans les secteurs privé et public pour élargir la portée des actions) ;
- **du Capital social et participation communautaire** : le capital social concerne les rapports entre les individus pour établir des réseaux, des normes et la confiance sociale ; la participation communautaire signifie la complémentarité des actions et le renforcement des systèmes de responsabilisation et de plaidoyer.

Il revient également au chargé du suivi de la mise en œuvre du plan d'entreprendre des actions de lobbying et à la Communauté des partenaires d'accompagner le Gabon dans ce nouveau challenge.

ANNEXE 1 : MATRICE DE LA STRUCTURE LOGIQUE DU PROJET







## ANNEXE 2 : ACTIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES<sup>1</sup>

Au Gabon, nous l'avons abondamment indiqué, plusieurs institutions sont impliquées dans la gestion de l'environnement. Cependant, celles-ci, qu'il s'agisse des Départements ministériels, des Institutions gouvernementales ou des Organisations Non gouvernementales, ont besoins, à de degré divers, d'un renforcement des capacités pour jouer au mieux leur rôle dans la gestion durable de l'environnement.

### SECTION 1 : APPROCHE INTESECTORIELLE DES BESOINS

L'approche intersectorielle nous conduit à identifier les capacités interinstitutionnelles ; il s'agit essentiellement des relations de collaboration visant la coordination d'un certain nombre d'activités entre le département de l'environnement et ses partenaires. Ces besoins intersectoriels s'illustrent soit dans une combinaison au sein des groupes de travail, soit dans une combinaison mettant en place une équipe conjointe de terrain, soit dans une autre combinaison qui allierait les deux précédents modes d'actions (groupe de travail et équipe conjointe de travail sur le terrain).

#### I. COLLABORATION MULTI - ACTEURS

Eu égard à ce qui précède, nous suggérons (1) **la mise en place des Groupes Nationaux de Travail à base thématique (GNTT) et d'un Groupe National de Travail sur l'Environnement (GNTE)** qui serait plus opérationnel que les « fameuses » commissions interministérielle.

#### II. COLLABORATIONS BIPARTITE, TRIPARTITE OU QUADRIPARTITE ET QUINTUPARTITE

Plusieurs groupes spécifiques de travail pourraient également être créés entre l'administration de l'environnement et les autres administrations ou autres entités pour la résolution des problèmes communs aux deux structures.

Dans cette optique, nous suggérons (3) **la mise en place des Groupes de Travail Bipartite, Tripartite ou Quadripartite voire Quintupartite** entre l'administration de l'environnement et celles en charge de la Marine marchande, des Douanes, de l'enseignement professionnel, des Politiques de la Ville, de l'Enseignement Supérieur, de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Aquaculture, de l'Ecole National des Eaux et Forêt, de l'Institut Pédagogique National, de la Météorologie Nationale, de l'Agriculture et de la Santé Publique. Il en de même avec les Collectivités Locales ainsi que les ONG environnementales.

### SECTION 2 : APPROCHE HOLISTIQUE DES BESOINS

L'approche holistique des besoins en renforcement des capacités nous permettre de mettre en relief l'ensemble des besoins d'ordre général ou ceux que nous pourrions qualifier de besoins systémiques. Nous pouvons les subdiviser en plusieurs catégories : ceux qui correspondent au cadre général d'intervention ou politique générale, économique et au contrôle, aux processus et relations formelles et informelles.

#### I. BESOINS CORRESPONDANT AU CADRE D'INTERVENTION

---

<sup>1</sup> Vous trouveriez les détails dans le Rapport besoins en renforcement des capacités en vue de la gestion durable des préoccupations environnementales nationales

Le cadre d'intervention ou de politique est souvent un document stratégie qui fait partie des éléments du processus dans la phase de mise en oeuvre. Au niveau du Gabon et dans le domaine de l'environnement, il s'agit du Plan National d'Action Environnemental (PNAE). Au regard de l'évolution des contextes socio-économique, socioculturel et environnemental, il nous paraît indispensable (5) **de réaliser une évaluation environnementale très approfondie et d'actualiser le PNAE si nous voulons avoir des interventions conséquentes et coordonner en matière de protection et d'amélioration de l'environnement.** Le PNAE ne comprendra qu'un diagnostic suivi d'une liste des actions à entreprendre ainsi que les entités chargées de leur mise en œuvre. Cet exercice recommande que soit (5i) **actualisé la Stratégie Nationale et Plan d'Action sur la Diversité Biologique** (SNPA-DB) au Gabon adopté depuis le 20 juillet 2000 par le Gouvernement en sa séance de Conseil des Ministres.

Celle-ci (5ia) *devrait intégrer les plans d'action des conventions de RAMSAR et de la CITES*, (5ib) *prendre en compte les préoccupations développées dans la convention CMS, le Traité de la FAO sur les ressources phytogénétiques et toutes celles liées à la protection des ressources halieutiques* (Lamantin, Tortues marines, Baleine, Poissons...) ainsi que (5ic) *le plan d'action de conservation des mangroves* qui devrait être élaboré.

L'actualisation du PNAE demande également que soit élaboré et intégré dans ledit document (5ii) **le plan d'action de la convention de Stockholm**, (5iii) **une Stratégie Nationale et Plan d'Action sur les Changements Climatiques** (SNPA-CC) au Gabon, (5iv) **le plan d'action en matière de protection de la couche d'ozone**, (5v) **le plan d'action en matière de lutte contre la dégradation des sols** (PANLCD) qui déjà été validé par les experts au cours d'un atelier national, (5vi) **la stratégie nationale et le plan d'action relatifs à la lutte contre l'insalubrité** en république gabonaise, (5vii) le plan d'action de protection des bassins versants des zones urbaines. Tous ces documents (5viii) **seront donc consolidés pour permettre l'actualisation du PNAE qui devrait, afin d'être un outil de développement, promouvoir des valeurs sociales, culturelles, économiques et environnementales.**

Le document consolidé du PNAE va permettre au Gabon, par le biais du département de l'environnement qui prendra soin d'intégrer les autres acteurs, (6) **d'élaborer un programme d'intervention environnementale (PIE) sur cinq ans.** Celui-ci (6i) **sera mis en œuvre à travers un chronogramme annuel.** Le programme (6ii) sera évalué et réajusté afin d'élaborer puis d'adopter un second round de cinq ans.

C'est le PIE qui (6iii) **servira de base à l'élaboration de la contribution du département de l'environnement au discours de politique Générale du Premier Ministre** au cas où celui-ci lui est demandé par l'Assemblée Nationale et également à (6iv) l'élaboration de la feuille de route du Ministre de l'environnement à l'ensemble de ses services compétents.

## **II. BESOINS CORRESPONDANT AU PROCESSUS**

Outre les besoins relatifs au cadre d'intervention, certains autres besoins constituent également la phase du processus dans la mise en œuvre d'un programme ou d'un projet. Ces actions sont souvent d'ordre transversal.

### **A. Techniques de négociation**

Bien que des efforts sont consentis en matière de Négociation de la part de plusieurs Points Focaux des AME's, il n'en demeure pas point qu'il faudrait élargir le cercle des négociateurs du Gabon qui participent aux fora internationaux. Ainsi considéré, il s'agirait alors (7) **d'organiser des sessions d'apprentissage des méthodes de négociation.** En effet, il nous paraît important que l'ensemble des délégués qui participent aux fora internationaux relatifs aux AME's maîtrisent

ces méthodes et techniques afin non seulement d'aboutir à des accords satisfaisants mais aussi pour connaître le fonctionnement du système des Nations Unies en la matière.

### **B. Enrichissement des programmes de formation**

La question de la protection et l'amélioration de l'environnement est une question cruciale dans le cadre du développement du Gabon puisque notre bien-être en dépend. En conséquence, les Autorités Nationales en la matière (8) **devrait envisager la possibilité d'introduire une nouvelle discipline ayant trait à l'environnement dans le système éducatif du Gabon** : enseignement de base (primaire et secondaire), facultés, écoles et instituts de l'enseignement supérieur, établissement d'enseignement technique et professionnel. Cela passe nécessairement d'une part, par (8i) **l'établissement des collaborations avec les ministères techniques concernés** : Education Nationale, Enseignement Supérieur, Enseignement technique et Professionnel, Economie Forestière et Aquaculture, Agriculture et Développement Rural ; et d'autre part, par (8ii) **la mise en place des plates formes de travail et l'identification des modalités pratiques** de mise en œuvre de ce projet (Cf page 39 à 63 du présent document).

### **C. Projet : élaboration, mise en œuvre, suivi-évaluation**

La mise en œuvre des AME's passe inéluctablement par des soumissions des projets. Dans cette optique, il nous paraît indispensable (9) **de former plusieurs animateurs des AME's, les Chercheurs, les Enseignants, les membres de la Société civile et autres acteurs impliqués et intéressés aux techniques d'élaboration, de soumission et de mise en œuvre des projets**. Cette phase n'étant que la première, il est impérative de la compléter, pas les mêmes individus, par (10) **une formation méthodes et technique en suivi-évaluation** (monitoring) des projets/programme et en (11) **passation de marchés**.

### **D. Participation de la Société Civile**

La Société Civile est un maillon important dans le processus de gestion durable de l'environnement. Il convient simplement à l'administration de l'environnement (12) **d'établir des bonnes collaborations avec ses entités et identifier les actions communes à réaliser**

### **E. Transfert de technologies, Coopération Scientifique et technique**

Le transfert des technologies est un élément essentiel du renforcement des capacités notamment pour les pays en développement comme le Gabon. Il s'agit de la maîtrise soit des méthodologies, soit des procédés, soit d'acquisition des techniques et matériels. Il y a ici, un renforcement des capacités administratives et du transfert du savoir-faire. Au regard de l'importance du transfert de technologie, il conviendrait aux départements ministériels impliqués notamment l'Environnement, l'Industrie, l'Agriculture, la Pêche et l'Aquaculture, Tourisme et Parcs Nationaux, Economie Forestière et surtout la recherche scientifique (13) **de mettre en œuvre des réels programme de coopération technique et scientifique** avec des institutions et opérateurs économiques situés soit à l'échelle nationale soit à l'échelle internationale.

### **F. Constitution de base de données et de la documentation**

C'est à ce niveau qu'il est demandé (14) **à l'ADIE/PRGIE Gabon de mettre en place une Base de données ou méta base de données sur l'environnement**. Celle-ci concentrerait toute l'information produite de manière sectorielle. **Il devrait abandonner son idée de faire payer des cotisations aux membres du RNIE** et (15) **penser à réactiver ce réseau (RNIE) en y identifiant les producteurs de l'information**

environnementales et en élaborant les modalités de collectes de ladite information. Par la suite, l'ADIE/PRGIE Gabon (16) **devrait concevoir des outils, adaptés à chaque public, à chaque cible afin de permettre de mieux échanger l'information nécessaire à la réalisation de plusieurs activités : recherche, formation, sensibilisation...** Par ailleurs, nous estimons que l'ADIE/PRGIE pourrait également (17) **dresser des tableaux de bords ou élaborer des rapports périodiques** afin de permettre à l'ensemble des acteurs de la protection et de l'amélioration de l'environnement notamment le département en charge de la question soit d'orienter leurs projets ou action, soit d'établir des tendances qui serviront d'étayer leurs prises de décisions. Enfin, l'ADIE/PRGIE devrait mettre à la disposition des Chercheurs et Etudiants une formation environnementale scientifiquement validée. C'est pourquoi, il nous paraît indispensable que les Autorités Gabonaise, par le biais de l'ADIE/PRGIE GABON puissent (18) **créer une médiathèque/bibliothèque environnementale.**

### **G. Communication, Education et Sensibilisation du Public**

La faiblesse de la sensibilisation et l'insuffisance des connaissances relatives aux questions, implications et solutions de substitution dans les domaines de la diversité biologique, des changements climatiques, de la dégradation des terres, de la lutte contre l'insalubrité, la mise en œuvre de plusieurs AME's ainsi que des interactions qui existeraient entre toutes ces questions font obstacles à la prise de décision et au choix des interventions efficaces.

Au regard de l'urgence, il est donc souhaitable que l'ADIE/PRGIE fasse le travail qui lui a été confié et que l'Administration en charge de l'environnement (ADIE/PRGIE Gabon et Directions Générales) (19) **élabore les supports et outils de communication, d'éducation et de sensibilisation qui soient adaptés à tous les publics** qui serviront à (20) **à l'organisation des campagnes de sensibilisation** qui pourraient être relayées par les ONG et organisations de base.

### **H. Formation des Ressources Humaine**

Les besoins en renforcement des capacités individuelles concernent l'appui que l'on doit apporter aux ressources humaines afin qu'elles soient performantes. Les Autorités compétentes et les entités identifiées en collaboration avec les partenaires au développement sont tenues (21) **de procéder à la formation du personnel** tel que consigné dans les tableaux ci-dessous afin de combler les écarts constatés.

#### **1- POUR LA GESTION DURABLE DE LA BIODIVERSITE**

##### **a. Les Administrations ont besoin :**

Besoins quantifiés	Spécialités identifiées	Types de formation				Administrations et Institutions bénéficiaires
		Continue (séminaires)	Licence Pro/recherche	Master	Doctorat et Spécialités Post Doc	
<b>100</b>	Expert en	<b>100</b>				Direction

	environnement et identification des ressources biologiques					Générale des Douanes (Ministère chargé des finances)
<b>1300</b>	Ecogardes	<b>1300</b>				Agence Nationale des Parcs Nationaux (Ministère chargé des Parcs nationaux)
<b>52</b>	Gestionnaire des Parcs Nationaux	<b>52</b>		<b>52</b>		Agence Nationale des Parcs Nationaux (Ministère chargé des Parcs nationaux)
<b>20</b>	Communicatio n	<b>20</b>				Medias (presse écrite, audio, visuelle)
<b>179</b>	Communicatio n – sensibilisation	<b>5</b>				Ministère chargé de l'environnement
		<b>94</b>				Collectivités locales (Mairies et conseils départementaux )
		<b>80</b>				ONG de l'environnement
<b>96</b>	Expert en notion de foresterie	<b>20</b>		<b>5</b>		Direction de la Protection de la Nature (Ministère en charge de l'Environnemen t)
	Expert en biologie de la conservation			<b>5</b>		
	Expert en restauration des écosystèmes			<b>5</b>		
	Expert en ethnoécologie	<b>1</b>		<b>2</b>		
	Expert en océanographie	<b>2</b>		<b>2</b>		
	Expert en économie de l'environneme			<b>2</b>		

	nt					
	Expert en socio-économie			1		
	Expert en ethnobotanique	3		1		
	Expert en biotechnologie			2		
	Expert en géomorphologie			2		
	Expert en systématique	10 <sup>2</sup>		2		
	Expert en EIE	5		2		
	Expert en zoologie			5	2	
	Expert en botanique			5	2	
	Expert en gestion des espaces de conservation « <i>ex situ</i> »	5		10		
	Expert en mobilisation des ressources financières et des projets			2		
	Expert en évaluation et bio - indicateurs			3		
	Expert en biodiversité des sols			2		
	Web master (CHM et BCH)	2				
150	Expert en production forestière		30	20		Ministère chargé de l'Economie Forestière
	Expert en aménagement forestier		30	20		
	Expert en aménagement de la faune		30	20		
145	Expert en		30	20		Ministère

<sup>2</sup> Il s'agit de la formation de la para-taxonomie

	aménagement des ressources halieutiques					chargé de la pêche et l'aquaculture
	Expert en qualité des produits de pêche			20		
	Expert en sciences maritimes			5		
	Expert halieute		30	20		
	Expert en Aquaculture			20		
19	Expert en cartographie assistée par l'ordinateur et en modélisation			2		Ministère chargé de l'environnement
				2		Ministère chargé de l'Economie Forestière
				2		Ministère chargé de la pêche et de l'aquaculture
				13		Ministère chargé des parcs nationaux (ANPN)
07	Expert en droit de l'environnement (droit international)			2	1	Ministère chargé de l'environnement
				1		Ministère chargé de l'Economie Forestière
				1		Ministère chargé de la pêche et de l'aquaculture
				1		Ministère chargé de l'agriculture
				1		Ministère chargé des parcs nationaux (ANPN)
15	Expert en			2		Ministère



	écotourisme					chargé de l'environnement
				13		Ministère chargé des parcs nationaux (ANPN)
633	Expert en inventaire des ressources biologiques			3		Ministère chargé de l'environnement
		270	90	45		Ministère chargé de l'Economie Forestière
		90	90	45		Ministère chargé de la pêche et de l'aquaculture
			RAS <sup>3</sup>			Ministère chargé des parcs nationaux (ANPN)
34	Vétérinaires			4	3	Ministère chargé de l'environnement
				9	5	Ministère chargé de la pêche et de l'aquaculture
				13		Ministère chargé des parcs nationaux (ANPN)
TOTAL : 2750						

Outre les profils ci-dessus identifiés, les administrations aura également besoin des cadres moyens et inférieurs pour asseoir une pyramide adéquate d'exécution des tâches.

Besoins identifiés	Niveau BEPC	Niveau BAC	Administrations concernées
<u>Agent d'entretien de rivière/Bassins versants</u>	94		Ministère chargé de la Pêche et de l'Aquaculture
	104		Ministère chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature
	26		Ministère chargé des Parcs Nationaux

<sup>3</sup> L'administration des Parcs nationaux utilisera les cadres formés par l'économie forestière et la pêche

Agent technique Aquacole	94		Ministère chargé de la Pêche et de l'Aquaculture
Agent technique forestier	188		Ministère chargé de l'économie forestière
Agent Technique de l'environnement	94		Ministère chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature
<u>Agent technique de parc national</u>	26		Ministère chargé des Parcs Nationaux
<u>Technicien de rivière/bassins versants</u>		47	Ministère chargé de la Pêche et de l'Aquaculture
		47	Ministère chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature
		13	Ministère chargé des Parcs Nationaux
<u>Responsable d'un système d'exploitation de l'eau</u>		47	Ministère chargé de la Pêche et de l'Aquaculture
		47	Ministère chargé de l'Agriculture et le développement rural
Technicien de l'environnement		47	Ministère chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature
<u>Technicien des parcs nationaux</u>		13	Ministère chargé des Parcs Nationaux
<u>Technicien forestier</u>		47	Ministère chargé de l'économie forestière
<u>Technicien en hydraulique agricole</u>		47	Ministère chargé de l'Agriculture et le développement rural
<u>Technicien – en agrobiologie</u>		47	
<b>TOTAL</b>	<b>626</b>	<b>402</b>	1028

## b. Les Institutions de Formation

Les établissements concernés sont essentiellement l'Ecole des Cadres Ruraux d'Oyem, l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts, l'Institut National des Sciences Agronomiques et de Biotechnologie, la Faculté des Sciences de l'Université des Sciences et Techniques de Masuku, les départements d'Anthropologie, de Sociologie, de géographie de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université Omar BONGO de Libreville.

Besoins identifiés (profils)		Grades Universitaires					Institutions
		Master	Assistants	Maîtres assistants	Maître de Conférences ou HDR	Professeurs	
Règne Animal	Les Insectes	3					Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem
			1	1	1	1	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
			3	3	3	3	Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie
			3	3	3	3	Faculté de Sciences
	Les crustacés		3	1	1	1	Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie
			1	1	1	1	Faculté de Sciences
	Les mollusques		1	1	1	1	Faculté de Sciences
	Les poissons	1					Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem
			1	1	1	1	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
			2	1	1	1	Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie
	Les amphibiens et reptiles		2	2	2	2	Faculté de Sciences

	Les oiseaux	1					Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem
			1	1	1	1	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
			1	1	1	1	Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie
			1	1	1	1	Faculté de Sciences
	Les mammifères		4	2	2	2	Faculté de Sciences
			2	2	2	2	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
	Ecologie animale		2	2	2	2	Faculté de Sciences
		2	2	2	2	Ecole Nationale des Eaux et Forêts	
Règne animal	Plantes		6	4	4	4	Faculté de Sciences
			4	2	2	2	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
	Champignons et bactéries	2					Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem
			2	2	2	2	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
			2	2	2	2	Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie
			2	2	2	2	Faculté de Sciences
	Algues		1	1	1	1	Faculté de Sciences
	Ecologie végétale		2	2	2	2	Faculté de Sciences
		2	2	2	2	Ecole Nationale des Eaux et Forêts	
Relation hommes	Ethnoécologie	1					Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem
			1	1	1	1	Ecole Nationale des Eaux et Forêts

<b>et nature</b>			1	1	1	1	<b>Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie</b>
	SIG, Géomatique et modélisation	1					<b>Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem</b>
			1	1	1	1	<b>Ecole Nationale des Eaux et Forêts</b>
			1	1	1	1	<b>Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie</b>
	Projet et mobilisation des financements	1					<b>Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem</b>
			1				<b>Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie</b>
	Economie Forestière		1	1	1	1	<b>Ecole Nationale des Eaux et Forêts</b>
	Gestion des espaces protégées		1	1	1	1	<b>Ecole Nationale des Eaux et Forêts</b>
<b>Autres Processus</b>		1					<b>Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem</b>
	Biodiversité et agronomie		1	1	1	1	<b>Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie</b>
	hydrobiologie	1					<b>Ecole des Cadre Ruraux d'Oyem</b>
			1	1	1	1	<b>Ecole Nationale des Eaux et Forêts</b>
			1	1	1	1	<b>Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie</b>
	Sciences vétérinaires		1	1	1	1	<b>Ecole Nationale des Eaux et Forêts</b>

			1	1	1	1	Institut National des sciences Agronomiques et de Biotechnologie
	Sciences aquacoles		1	1	1	1	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
	Sciences maritimes		1	1	1	1	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
	Mécanique du bois		1	1	1	1	

### C. Besoins liés à la pratique de la recherche

Domaine de compétence		Situation actuelle (spécialistes formés)			Spécialistes à former			Situation souhaitée (dans 5 ans)			Action à mener
		Dr	M2	Total	Dr et +	M2	Total	Dr	M2	Total	
<b>Animal</b>	Les Insectes	2 : lutte biologique	3	7	5	10	15	9	13	22	Formation
		1 : Apiculture									
		1 : Systématicien									
	Les crustacés	0	0	0	3	3	6	3	3	6	Formation
	Les mollusques	0	0	0	3	3	6	3	3	6	Formation
	Les poissons	1	4	5	3	6	9	4	10	14	Formation

	Les amphibiens et reptiles	0	0	<b>0</b>	4	4	8	4	4	<b>8</b>	Formation
	Les oiseaux	0	0	<b>0</b>	4	4	8	4	4	<b>8</b>	Formation
	Les mammifères	2	1	<b>3</b>	4	4	8	6	5	<b>11</b>	Formation
	Ecologie animale	0	0	<b>0</b>	2	3	5	2	3	<b>5</b>	Formation
<b>Végétal</b>	Plantes	3	5	<b>8</b>	5	5	10	8	10	<b>18</b>	Formation
	Champignons et bactéries	2	2	<b>4</b>	5	5	10	7	12	<b>19</b>	Formation
	Algues	0	2	<b>2</b>	2	4	6	2	4	<b>6</b>	Formation
	Ecologie végétale	2	0	<b>2</b>	2	4	6	4	4	<b>8</b>	Formation
<b>Relation Homme - Environnement</b>	Anthropologie, Sociologie, Géographie	7	6	<b>13</b>	3	4	7	10	10	<b>20</b>	Formation
<b>Mines et hydrocarbures</b>	Géologie	5	7	<b>12</b>	5	3	8	10	10	<b>20</b>	Formation
<b>Sols</b>	Pédologie	2	1	<b>3</b>	2	7	9	4	8	<b>12</b>	Formation
<b>Génétique</b>	Biologie moléculaire	6	4	<b>10</b>	10	15	25	16	19	<b>35</b>	Formation
TOTAL							<b>146</b>				

## **2- POUR LA MAITRISE DES PHENOMENES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

<b>Thématiques identifiées</b>	<b>Situation actuelle</b>	<b>Besoins souhaités</b>	<b>Ecart</b>
Maîtrise des techniques de télédétection et de géomatique appliquées à l'environnement	8	<b>35</b>	- 27
Connaissance et maîtrise du marché du carbone	3	<b>30</b>	- 30
Compréhension de la dynamique des écosystèmes, maîtrise des impacts liés aux CC et appui aux CAL/PAL	15	<b>87</b>	- 72
Connaissance et maîtrise des MDP	5	<b>214</b>	- 209
Elaboration évaluation et suivi des projets de développement	20	<b>142</b>	- 122
Inventaire des gaz à effet de serre	15	<b>55</b>	- 40
Atténuation des émissions de gaz à effet de serre	5	<b>182</b>	- 177
Vulnérabilité et adaptation	15	<b>182</b>	- 167
Evaluation des tendances climatiques	20	<b>65</b>	- 45
Maîtrise des techniques de négociations	5	<b>32</b>	- 27
Education,	0	<b>20</b>	- 20
Communication, information et sensibilisation	50	<b>403</b>	- 353
<b>TOTAL</b>	<b>158</b>	<b>1447</b>	<b>- 1289</b>



*Au regard du tableau ci-dessus, la répartition par administration et organisation donne ce qui suit :*

Besoins quantifiés	Spécialités identifiés	Types de formation			Administrations et Institutions bénéficiaires
		Formation continue	Formation diplômante		
		Séminaires, Ateliers	Master	Doctorat et spécialités post doctorat	
35	Maîtrise des techniques télédétections et de géomatique appliquées à l'environnement		2		- Direction Générale de l'Environnement
		1	2		- Direction des Inventaires des Aménagements et de la Régénération des Forêts ;
			5	5	- Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;
			3	1	- Direction de la Météorologie Nationale ;
		7	3	2	- Institut National de Cartographie
			2		- CEDREM (Ministère chargé de la Marine Marchande)
			2		- Direction générale des Pêches et de l'Aquaculture
30	Connaissance et maîtrise du marché du carbone		4	1	- Direction Générale de l'Environnement
			4	1	- Direction des Inventaires des Aménagements et de la Régénération des Forêts ;
				2	- Institut de l'Economie et des Finances ;
			4	1	- Direction Générale de l'Agriculture ;
			3	1	- Direction Générale de la Comptabilité Publique
			4	5	- Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;.

77	<b>Compréhension de la dynamique des écosystèmes, maîtrise des impacts liés aux CC et appui aux CAL/PAL</b>		5		- Direction Générale de l'Environnement;
			5		- Direction des Inventaires des Aménagements et de la Régénération des Forêts ;
			5		- Centre National Antipollution ;
			5		- Direction de la Faune et de la Chasse ;
			5		- Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;
			5		- Direction Générale de l'Agriculture ;
		3	4	6	- Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;
			5	1	- Direction de la Météorologie Nationale ;
				1	- Universités Omar Bongo (Dép. géographie)
				1	-
				1	- Université des Sciences et Techniques de Massuku
			2		- Direction Générale de la Marine Marchande ;
224	<b>Connaissance et maîtrise des MDP</b>		5		- Direction Générale de la Santé.
		15	5		- ONG Environnementales Nationales et Internationales
224	<b>Connaissance et maîtrise des MDP</b>	10			- Direction générale de l'environnement
		10			- Direction des Inventaires des Aménagements et de la Régénération des Forêts ;
		5			- Centre National Antipollution ;
					-
		5			- Direction Générale de l'Economie ;
					-
		5			- Direction Générale de la Comptabilité Publique ;
224	<b>Connaissance et maîtrise des MDP</b>	2			- Institut de l'Economie et des Finances ;
		10			- Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;

		10			- Direction Générale de l’Agriculture ;
		30			- Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;
		5			- Direction de la Météorologie Nationale ;
					-
		20			- Universités (UOB et USTM)
		5			- Direction de la Programmation des Investissements Productifs ;
		5			- Direction Générale de la Marine Marchande ;
					-
		5			- Direction Générale des Hydrocarbures ;
					-
		5			- Direction Générale de l’Energie et des Ressources Hydraulique ;
		5			- Direction Générale de la Ville ;
		47			- Collectivités Locales ;
			-		
10			- ONGs nationales ;		
30			- Sociétés privées.		
142	Elaboration évaluation et	5			- Direction Générale de l’Environnement;
5				- Direction des Inventaires des Aménagements et de la	

	suivi des projets de développement <sup>4</sup>				Régénération des Forêts ;
		5			- Centre National Antipollution
		5			- Direction Générale de la Comptabilité Publique ;
		5			- Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;
		5			- Direction de la Programmation des Investissements Productifs ;
		5			-
		5			- Direction Générale de l'Agriculture
		20			- Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;
					- .
		5			- Direction de la Météorologie Nationale ;
		10			- Universités (UOB et USTM)
		5			- Direction générale de la marine marchande ;
		5			- Direction Générale de la Santé
		5			- Direction Générale de la Ville ;
		47			- Collectivités Locales ;
		10			ONGs Nationales

<sup>4</sup> Le personnel identifié pour participer à ces formations devrait au moins avoir un niveau de master 2

55	<b>Inventaire des gaz à Effets de Serre (GES)<sup>5</sup></b>	5			- Direction Générale de l'Energie et des Ressources Hydrauliques ;
		5			- Direction Générale de l'Environnement
		5			- Centre National Antipollution ;
		5			- Direction Générale des Hydrocarbures ;
		5			-
		5			- Direction Générale des Etudes et Laboratoires ;
		5			-
		5			- Direction Générale de l'Agriculture ;
		5			- Direction du Développement des Industries et du Commerce du Bois ;
		5			- Direction des Inventaires des Aménagements et de la Régénération des Forêts ;
		5			-
50	<b>Atténuation des émissions de gaz à effet de serre<sup>6</sup></b>	5			- Institut de Recherche en Ecologie Tropicale ;
		5			- Institut de Recherches Agronomiques et Forestières ;
		5			- CIM Gabon.
		5			
		5			
		5			

<sup>5</sup> Le personnel identifié pour participer à ces formations devrait au moins avoir un niveau de master 2

<sup>6</sup> Idem que les notes de bas des pages 85 et 86

					Commerce du Bois ;
		5			- Direction des Inventaires des Aménagements et de la Régénération des Forêts ;
		5			- Institut de Recherche en Ecologie Tropicale ;
		5			- Institut de Recherches Agronomiques et Forestières
		5			- Direction Générale de l'Environnement
182	<b>Vulnérabilité et adaptation<sup>7</sup></b>	5			- Direction générale de l'environnement
		5			- OPRAG.
		5			- Direction Générale des Hydrocarbures ;
		5			- Direction Générale du Tourisme ;
		5			- Centre National Antipollution ;
		5			- Direction de la Faune et de la Chasse ;
		5			- Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;
		5			- Direction Générale de l'Agriculture ;
		10			- Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;
		5			- Direction de la Météorologie Nationale ;
		5			- Direction Générale de la Ville ;
		15			- Universités (UOB et USTM);
		47			- Collectivités Locales ;
		5			- Direction Générale de l'urbanisme et du Cadastre ;
		5			- Direction Générale de la Santé

<sup>7</sup> Idem que les notes de bas de la page 87

		10			- ONGs nationales ; -
		5			- Institut National Supérieur d'Agronomie et de Biotechnologie ;
		5			- CEDREM ;
		5			- Service des Phares et Balises
		5			- Direction Générale de l'Aménagement du Territoire ;
		5			- Direction de la Statistique et des Enquêtes Economiques,
		5			- Direction de la Programmation des Investissements,
		5			- Direction de la Programmation des Investissements Productifs ;
		5			- Direction Générale des Mines et de la Géologie ;

65	<b>Evaluation des tendances climatiques<sup>8</sup></b>		10		- Direction Générale de l'Environnement ;
			20		- Universités ( UOB et USTM)
			10		Centre National Antipollution
			25		Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique
32	<b>Maîtrise des techniques de négociations<sup>9</sup></b>	4			Direction Générale de l'Environnement ;
		2			Centre National Antipollution ;
		2			Direction de la Faune et de la Chasse ;
		4			Direction des Inventaires des Aménagements et de la Régénération des Forêts ;
		2			Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;
		2			Direction Générale de l'Agriculture ;
		2			Direction de la Programmation des Investissements Productifs ;
		2			Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;
		2			Direction de la Météorologie Nationale ;
		2			Universités (UOB et USTM)
		2			ONGs nationales.
		2			Collectivités Locales ;
		2			Direction Générale de la Ville ;
		2			Direction Générale de la Marine Marchande ;

<sup>8</sup> Mêmes remarques que les pages précédentes

<sup>9</sup> idem



21	<b>Education<sup>10</sup></b>			1	- Direction Générale de l'Environnement
				2	- Universités (UOB et USTM)
				1	- Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF)
		1			- Ecole Nationale des Cadres Ruraux d'Oyem
				1	- Institut National des Sciences Agronomiques et Biotechnologiques
				5	- Instituts de Recherche du CENAREST
				1	- Ecole Normal Supérieur
		2			- Ecoles Nationales des Instituteurs
		1			- Ecole National d'Action Sociale et de Santé
		6 <sup>11</sup>			- Institut Pédagogique National
403	Communication,	10			- Direction Générale de l'Environnement ;

<sup>10</sup> Le personnel chargé de dispenser des cours d'environnement doit avoir un Master 2 ou un Doctorat selon les établissements identifiés

<sup>11</sup> Les conseillers pédagogiques ou inspecteurs de l'IPN affectés à la tâche de la conception des modules environnementaux se subdiviseront en trois groupes de deux personnes : premier degré, second degré et supérieur

	information et sensibilisation	10			- Direction de la Faune et de la Chasse ;
		10			- Direction des Inventaires des Aménagements et de la Régénération des Forêts ;
		10			- Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;
		10			- Direction Générale de l'Agriculture ;
		10			- Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;
		10			- Direction de la Météorologie Nationale ;
		20			- Universités (UOB et USTM)
		10			- Direction Générale de la Communication ;
		10			- Direction Générale de la Santé ;
		15			- Institut Pédagogique National ;
		30			- Direction Générale de l'Education Populaire ;
		10			- Direction Générale de la Ville
		188			- Collectivités Locales ;
		50			- ONGs nationales
<b>1317</b>		<b>1114</b>	<b>164</b>	<b>39</b>	

### 3- POUR LA LUTTE CONTRE LA DEGRADATION DES TERRE

	Profils souhaités	Situation actuelle (nombre)			Nombre et spécialistes à former			Institutions utilisatrices
		BTS/ LIC <sup>12</sup>	MA S <sup>13</sup>	DOCT <sup>14</sup>	Formation continue	Master	Doctorat et Spécialités Post Doc	

<sup>12</sup> Licence

<sup>13</sup> Master

<sup>14</sup> Doctorat

01	Agronome	40	21	1		40 <sup>15</sup>		Ministère de l’agriculture et du Développement Rural (Administration centrale et décentralisée)
						1		Ecole National des Cadre Ruraux d’Oyem (Ministère de l’Agriculture)
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							3	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						15	3	Centres de recherche du Ministère chargé de l’Agriculture
02	Bio-agronome	0	1	0		20 <sup>16</sup>		Ministère de l’agriculture et du Développement Rural (Administration centrale et décentralisée)
						1	1	Ecole National des Cadre Ruraux d’Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							3	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						15	3	Centres de Recherche du Ministère chargé de l’Agriculture
						1		Ministère chargé de l’Environnement
03	Biotechnologue	3	5	0		1		Ministère de l’agriculture et du Développement Rural (Administration centrale)
						1		Ecole National des Cadre Ruraux d’Oyem
							2	Institut National des Sciences Agronomique

<sup>15</sup> Le nombre tient compte du fait qu'il faudrait au moins 2 spécialistes par province. De même, en raison de la demande les 40 Licenciés devrait avoir obtenu leur Master 2

<sup>16</sup> Le nombre tient compte du fait qu'il faudrait au moins 2 spécialistes par province

								et Biotechnologique
							3	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						3	3	Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
						1		Ministère chargé de l'Environnement
<b>04</b>	Pédologue	0	1	2		2		Ministère de l'agriculture et du Développement Rural (Administration centrale)
							1	Ecole Nationale des eaux et Forêts
						1		Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							2	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						3	3	Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
						2		Direction Générale des Mines
						2		Ministère de la Construction et des Travaux Publics
						1		Ministère chargé de l'Environnement
<b>05</b>	Agro-chimistes	0	0	0		2		Ministère de l'agriculture et du Développement Rural (Administration centrale)
						1		Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							2	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							2	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						3	3	Centres de Recherche du Ministère chargé de

								l'Agriculture
						1		Ministère chargé de l'Environnement
06	Agro- phytopathologistes	0	12	0		1		Ministère de l'agriculture et du Développement Rural (Administration centrale)
						1		Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							2	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						3	3	Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
07	Agro-climatologue	0	0	0		1		Ministère de l'agriculture et du Développement Rural (Administration centrale)
						1		Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							2	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						3	3	Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
						5	1	Direction Nationale de la Météorologie
						1		Ministère chargé de l'environnement
08	Agro météorologue	0	4	1		1		Ministère de l'agriculture et du Développement Rural (Administration centrale)
						1		Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique

							2	Institut de Recherche Agronomique et Forestière	
						3	3	Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture	
						5	1	Direction Nationale de la Météorologie	
09	Socio - environnementaliste <sup>17</sup>	0	4	0		2	2	Ministère de l'environnement (services centraux)	
						1	1	Ministère de l'Economie Forestière (services centraux)	
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique	
							2	Institut de Recherche en Sciences Humaines	
							1	Institut de Recherche Agronomique et Forestière	
							1	Ecole Nationale des eaux et Forêts	
							1	Ecole National des Cadres Ruraux d'Oyem	
						8		ONG Environnementales Nationales	
10	Agro-sociologue/	0	0	0			2	Ministère de l'agriculture et du Développement Rural (Administration centrale)	
							1	3	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
							3		Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
							4		ONG Environnementales Nationales
						1	3		Opérateur du secteur de l'Agro-industrie

<sup>17</sup> Le socio-environnementaliste intègre dans son cursus plusieurs notions notamment celles liées à la sociologie des organisations (action collective), foresterie sociale, évaluation socio-économique, de psychologie sociale, de socio-agronomie et de rudologie

11	Ethnoécologue	0	0	0			1	Ecole National des Eaux et Forêts
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							1	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
							1	Institut de Recherche en Sciences humaines
							3	Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
						4		ONG Environnementales Nationales
						6		Opérateurs économiques du secteur minier, forestier et Agro-industrielle
12	Géomorphologues	0	0	4			1	Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							1	Institut de Recherche Agronomique et Forestière
							2	Institut de Recherche en Sciences humaines
						2		Direction Générale des Mines
						2		Ministère de la Construction et des Travaux Publics
						3		Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
							1	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
						4		Ministère en charge de l'environnement
13	SIG et Cartographie assistée par ordinateur	0	4	1			1	Ministère chargé de l'Agriculture (Administration centrale)
							1	Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
						1	1	Institut de Recherche Agronomique et Forestière

						1	1	Institut de Recherche en Sciences humaines
						3		Centres de Recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
							2	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
						1		Ministère en charge de l'environnement
						1		Direction Générale des Eaux et Forêts
						6		Opérateurs économiques du secteur minier, forestier et Agro-industrielle
14	Juriste environnemental	0	2	0		1		Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							1	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
						3	2	Ministère en charge de l'environnement
15	Géologue	5	7	0		5	3	Direction Générale des Mines
						5	3	Ministère de la Construction des travaux publics
						2		Ministère de l'Environnement
16	Expert en Evaluation environnementale (EIE, Audit, évaluation intégrée)				6			Ministère de l'environnement
17	Agro-économiste	0	0	0		1		Ministère chargé de l'Agriculture (Administration centrale)
						1		Ecole National des Cadre Ruraux d'Oyem
							1	Institut National des Sciences Agronomique et Biotechnologique
							2	Institut de Recherche Agronomique et Forestière



						1		Ministère en charge de l'environnement
18	Expert en conception, réalisation et évaluation des projets	0	6			5		Ministère de l'environnement
						10		ONG Nationales Environnementales
						5		Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						6		Centres de recherche du Ministère chargé de l'Agriculture
						2		Ministère chargé de l'agriculture (administration centrale)
19	Expert HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement)	0	2	0		15 <sup>18</sup>		Opérateurs économiques du secteur minier, forestier et Agro-industrielle
						2 <sup>19</sup>		Ministère de l'environnement
20	Expert en mobilisation des ressources financières		5			5		Ministère de l'environnement
						10		ONG Nationales Environnementales
						3		Institut de Recherche Agronomique et Forestière
						2		Ministère de l'Agriculture (administration centrale)
						3		Centres de recherche du Ministère de l'Agriculture
				TOTAL	69	233	95	

#### **4- POUR LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS ET NUISANCE**

<sup>18</sup> Il faudrait d'abord avoir un niveau de Master 1 ou 2 afin de bénéficier d'une spécialisation en HSE

<sup>19</sup> Idem

	Profils souhaités	Situation actuelle (nombre)			Nombre et spécialistes à former			Institutions utilisatrices
		BTS/ LIC <sup>20</sup>	MA S <sup>21</sup>	DOCT <sup>22</sup>	Formation continue	Master	Doctorat et Spécialités Post Doc	
<b>01</b>	Maîtrise et construction des techniques d'assainissements				15	15	2	Ministère de l'Environnement
					106	57		Collectivités Locales
<b>02</b>	Gestion et Contrôle des bassins versant				15	15		Ministère de l'Environnement
					106	57		Collectivités Locales
<b>03</b>	Maîtrise de technique de rétention et d'épuration d'eau (traitement des eaux)				15	15	2	Ministère de l'Environnement
					106	57		Collectivités Locales
<b>04</b>	Gestion des déchets				30	15	2	Ministère de l'Environnement
					106	57		Collectivités Locales
<b>05</b>	Gestion des nuisances				15	15		Ministère de l'Environnement
					106	57		Collectivités Locales
<b>06</b>	Maîtrise de technique de Sécurité et Sureté maritime					20	1	Marine Marchande
<b>07</b>	Maîtrise des					5		Ministère de l'Environnement

<sup>20</sup> Licence

<sup>21</sup> Master

<sup>22</sup> Doctorat

	Techniques de lutte contre les pollutions marines					5		Ministère de la Marine Marchande
--	---	--	--	--	--	---	--	----------------------------------

### **SECTION 3 : APPROCHE SPECIFIQUE DES BESOINS**

Outre les besoins d'ordre holistiques et intersectoriels, nous avons aussi identifié des besoins spécifiques. Il s'agit de l'ensemble des mesures et actions que les Institutions doivent, chacune, mener en sein pour accroître l'efficacité de leur contribution à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de protection et d'amélioration de l'environnement, contribuant ainsi à la mise en œuvre des AMEs<sup>23</sup>.

Ces besoins concernent un nombre des départements ministériels, les Parlementaires, les Collectivités Locales, les Organisations de la Société Civile (ONG et Opérateurs économiques) et l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts<sup>23</sup>.

#### **I. PARLEMENTAIRES, SOCIETE CIVILE ET COLLECTIVITES LOCALES**

Les entités désignées dans cette rubrique, nous l'avons déjà souligné, concourent également à la gestion de l'environnement national et mondial. C'est pourquoi, il est indispensable de renforcer leurs capacités.

##### **A. Parlementaires**

Au Gabon, le Parlement est composé de deux Chambres : Assemblée Nationale et le Sénat. Il revient au Ministère en charge de l'environnement (22) de **programmer des séances de travail visant à sensibiliser et informer les parlementaires sur les AME's et les différents enjeux environnementaux**. Ceci permettra au Président de chaque Chambre du Parlement (23) **d'établir une stratégie visant à dynamiser l'antenne nationale du Réseau des Parlementaires d'Afrique centrale** pour la Gestion Durable des Ecosystèmes (REPAR) en lui dotant (23i) **d'un cadre de travail adéquat** et (23ii) **des moyens financiers conséquent** afin de mener à bien les activités qui ont été adopté par le Réseau et ayant des applications à l'échelle locale.

##### **B. Opérateurs économiques**

Les entreprises doivent désormais s'investir dans le social et l'environnement. Elles ne doivent pas considérer ces nouvelles exigences comme étant des freins à la production ou des postes sujets à des dépenses énormes et non productifs.

De nos jours le développement durable et la survie de l'humanité commandent aux opérateurs de changer les méthodes de production et de devenir des entreprises citoyennes ou des éco-entreprises car leurs bénéfices en dépendent actuellement. Dans tous les cas, il est donc urgent que l'administration de l'environnement (24) **appuie les opérateurs économiques dans la mise en place cellules ou divisions environnementales afin d'asseoir, à leur sein, une réelle politique de développement durable**. Dans les organisations industrielles, cette cellule ou division est désignée sous le vocable de Cellule d'Hygiène, Qualité, Sécurité et Environnement (CHQSE/DHQSE) ; dans le Bâtiment et la construction des routes, il s'agira de Cellule/Division de Haute Qualité Environnementale (CHQE/DHQE).

Outre, la CHQSE, les Entreprises forestières (25) **doivent également créer à leur sein des Cellule de Foresterie Sociale** conformément aux dispositions juridiques en matière d'aménagement et à la perspective de la Certification Forestière et à l'implication des populations autochtones te locales à la gestion durable des écosystèmes forestiers. Enfin de respecter le Code de l'Environnement, (26) **doivent élaborer trois documents de sécurité environnementale** qui comprennent (26i) **l'Etude d'Impact sur l'Environnement** (EIE), assortie (26ii) **d'un Plan de Gestion Sociale et Environnementale** (PGES) pour chaque activité réalisé et (26iii) **du plan d'urgence** pour l'ensemble des opérations de l'entreprise.

<sup>23</sup> Mise en relief, par rapport au Ministère de l'Economie Forestière, en raison de sa triple tutelle et de son statut d'Institution de formation

De façon globale, les Entreprises (27) **doivent progressivement mettre en place un Système de Management Social, Environnemental et de la Qualité en cherchant à acquérir les certifications ISO. 14001 (Environnement), ISSO 8001 (Social) et ISO 9001 (Qualité)** et indépendamment de la certification forestière s'agissant des activités de ce secteur.

### **C. Organisations de la Société Civile à but non lucratif**

Le Gabon compte plusieurs ONG travaillant dans le domaine de l'environnement. L'une des faiblesses constatées est que la quasi-totalité des ONG n'a pas de siège. C'est pourquoi, (28) **il est indispensable d'accroître l'opérationnalité des organisations de la société civile dans le domaine de l'environnement.**

Dans cette optique, nous suggérons que (28i) **le siège qui abrite actuelle le projet de renforcement des capacités des acteurs non étatiques soit transformer en siège de la société civile à travers la prise d'un acte juridique adéquat par les autorités compétentes.** Celui-ci pourrait être baptisé « Maison de la Société Civile ». La Maison de la Société Civile sera constituée d'un personnel minimum : le Coordonnateur du Projet UE/Etat Gabonais, une Secrétaire, un Agent Comptable, un Chargé de Programme et un logisticien. Le Chargé du Programme s'appuiera sur les Coordonnateurs des différents Réseaux ou Plate Forme de la Société Civile (correspondant à un secteur ou domaine d'activité) pour animer l'ensemble des activités. Ainsi, (28ii) **un acte juridique devrait légaliser cette relation et doter les Coordonnateurs d'un statut approprié.** De même, (28iii) **des modalités d'élection des coordonnateurs devrait être établis de manière consensuelle entre toutes les organisations impliquées.** Du personnel, lorsque cela est nécessaire, serait solliciter parmi les compétences des organisations de la société civile ; à ce niveau également, (28iv) **des modalités d'intervention de celui-ci devraient être clairement définies.** Cette approche permettra de juguler le chômage que connaissent plusieurs membres desdites organisation et augmenter les ressources financières desdites organisations non seulement grâce aux cotisations qui pourraient maintenant être versées (membre ayant eu un emploi) et aussi au pourcentage qui devrait être versé à l'organisation chaque fois qu'un membre intervient sous son label<sup>24</sup>.

La Maison de la Société Civile pourrait agir au nom de la Société Civile auprès des Pouvoirs Publics et de la Communauté des Bailleurs de Fonds. Pouvoirs. A ce titre, elle (29) **ce statut devrait lui être conférée par un décret du Président de la République ou du Premier Ministre.** (29i) **Un autre acte réglementaire pourrait la placer sous la tutelle du Département de la Planification.**

Dans ces attributions, les gestionnaires seront chargés (29ii) **d'organiser des tables rondes ou d'approcher la communauté des bailleurs au profit des Organisations de la Société Civile afin de leur soumettre une requête de programme d'intervention de la Société Civile dans le domaine de l'environnement.** Cette requête proviendra du programme élaboré par le Chargé de Programme en collaboration avec les Coordonnateurs des différents secteurs d'activités.

Les projets constituant ce programme proviendront des soumissions faites par les Organisations de la Société Civile après qu'une sélection ait été opérée au sein de chaque Coordination ou réseau d'activités.

Il sera fait mention des frais de gestion dans ce programme d'intervention afin de permettre aux Coordination et la Maison de fonctionner. Il sera question (29iii) **d'adopter les modalités opérationnelles de y relatives.** Pour pérenniser la Maison de la Société Civile, il est souhaitable que les Pouvoirs Publics y apportent un appui financier lorsque le projet actuel UE/Etat Gabonais sera terminé. Il faudrait alors (29iv) **qu'une campagne de lobbying et de mobilisation des ressources financières soient organisées.** Chaque ONG et Association impliqué ainsi que les coordinations identifiées par secteur(30) **doivent se doter d'un système comptable simple.** Il (31)

<sup>24</sup> Les passages en **Arial Black** sont des activités ou des tâches qui a priori ne nécessitent pas de financements mais qui sont partie intégrantes de l'ensemble de la mesure de renforcement des capacités qui est proposée.

sera aménagé au sein de la Maison des casiers qui serviront de boîtes aux lettres aux 500 organisations de la Société Civile que compte le Gabon

#### ***D. Collectivités Locales***

A travers les ateliers provinciaux (Port-Gentil, Makokou et Franceville), plusieurs problèmes environnementaux ont été observés. Pour que la politique environnementale soit réellement mise en œuvre sur l'ensemble du territoire, il conviendrait de faire participer pleinement les municipalités. Ces entités administratives devraient fournir des efforts pour prendre en compte les préoccupations environnementales dans leurs projets de développement.

De manière urgente et à court terme (d'ici 2011), il conviendrait, aux Collectivités Locales (32) **de mettre en place des cimetières municipaux** en (32i) **identifiant et viabilisant les sites** et (32ii), **élaborant et appliquant les modalités de gestion**. Cette activité concerne également Libreville car Mindoubé et Lalala sont saturés. La ville de Port-Gentil pourrait ne pas être concernée.

Il s'agit également (33) **d'acquérir deux parcelles de terrain** qui (33i) **seront viabilisées** et (33ii) **aménager selon les normes environnementales** afin de construire d'une part **une décharge publique** et d'autre part **une fourrière**. La ville de Libreville y est concernée : la décharge de Mindoubé doit être fermée car ayant largement dépassée sa capacité de charge.

La ville de Libreville, (34) **aura également besoin d'un troisième site pour érection d'une deuxième fourrière** au regard de l'intensité des activités qui y sont menées. Les missions environnementales des Collectivités Locales continueront par (35) **l'entretien des réseaux de canalisation des eaux pluviales** ; (36) **la mise en place du réseau de collecte des ordures et l'implantation**, là où cela conviendrait, **des toilettes publiques notamment dans les Chefs Lieux de Province**. De façon particulière, la Municipalité de Franceville devrait avoir une attention particulière sur la situation qui prévaut au sein de la ville : celle où plusieurs maisons et habitations ne possèdent pas des latrines. Les matières fécales sont emmagasinées dans des sachets qui sont automatiquement déversés derrière les habitations, engendrant ainsi de problèmes d'hygiène publique qui pourraient être à l'origine de maladies. Ainsi, elle (37) **doit mener une grande campagne de sensibilisation en y faisant référence à la législation (sanctions possibles) afin de conduire la population à construire des latrines**. Cela permettrait à Franceville de ne plus avoir des populations qui incommode le voisinage et de ne plus lui donner un aspect de ville « à toilettes à ciel ouverts », car de prime à bord, elle ne présage pas de cette étiquette.

Pour avoir une vision globale des problèmes environnementaux, chaque Conseil Municipal ou Départemental devrait (38) **élaborer « Plan Municipal d'Intervention Environnementale (PMIE) ou Plan Départemental d'Intervention Environnementale (PDIE)**.

Les PMIE/PDIE devraient comprendre des actions et des tâches pouvant faciliter, entre autres, (38i) **la gestion des déchets urbains** ; (38ii) **la formation des agents municipaux et des conseils départementaux en matière environnementale** ; (38iii) **la gestion des établissements autonomes et la construction des ouvrages d'assainissement en milieu urbain** ; (38iv) **l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre juridique** (arrêtés et décisions...) visant à appliquer le Code de l'Environnement à l'échelle et pouvant réglementer certains aspects tels que l'abattage des chiens errants, la pollution sonore, l'esthétique environnementale, l'exploitation des garages et autres ateliers, les décharges municipales ou départementales, les cimetières municipaux ou départementales...

Les PMIE/PDIE serviront aussi de base pour (39) **l'élaboration du Plan Municipal Action 21 (PMA 21) ou du Plan Départemental Action 21 (PDA 21)** qui devrait également élaborer afin de promouvoir le développement durable de la localité respective. Pour mettre en œuvre l'ensemble de la politique locale en matière de gestion de l'environnement, les Autorités Municipales ou Le

Président du Conseil Départementale (40) **devrait créer au sein de son entité administrative, un Service de l'environnement** (Service Municipal/Départemental de l'Environnement) et **y affecter du personnel compétent**. Ceux-ci travailleront en collaboration avec les Services décentralisés du département de l'environnement. De même, (41) **un lobbying devrait être exercé auprès des autorités financières compétentes du Gabon afin qu'elles accordent un peu plus de subvention aux collectivités locales dans l'optique de gérer durablement le cadre de vie** car la santé des citoyens en dépend. En effet les budgets actuels desdites collectivités (fonds propres et subvention) ne servent qu'à leur fonctionnement.

## **II. ECOLE NATIONALE DES EAUX ET FORETS**

Dans le cadre de la formation en matière des écosystèmes, l'ENEF reste la référence à l'échelle nationale et également au niveau de l'espace COMIFAC. Cependant, nous avons constaté que les Autorités cherchent, mais en vain, à opérer une réforme au sein de cette Institution de formation.

Munis de la ferme volonté de mener à terme les réformes souhaitées, il convient (42) **d'initier une restructuration de l'ENEF et adapter la formation afin de répondre aux besoins exprimés par les utilisateurs y compris le Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Aquaculture**. Cette structuration passe par (42i) ***l'adoption d'un décret abrogeant les anciens textes et, créant, fixant l'organisation et le fonctionnement du Complexe Universitaire et Technique de Gestion des Ecosystèmes du Cap Estérias*** (CUTGE/CE). Ce texte devrait préciser que le CUTGE/CE ainsi que les établissements qui le composent **sont dotés d'une autonomie financière**. Le législateur pourrait s'inspirer des organigrammes consignés à la fin de la préparation des mesures à prendre dans le cadre de la réforme. Il va valoir également (42ii) ***Mobiliser des ressources financières pour doter les trois établissements du CUTGE/CE des infrastructures adéquates***. Ces établissements : ***l'Institut Supérieur de Sciences de Gestion des Ecosystèmes*** (ISSGE), ***l'Ecole Nationale des Eaux, Forêt et Environnement*** (ENEFE) et ***l'Ecole des Métiers du Bois*** (EMB). Dans cette optique (42iii) ***des actions de lobbying doivent être entreprises afin de mutualiser les ressources financières potentielles pour l'extension de l'actuelle ENEF, de la Construction de l'EMB et du futur Institut des Sciences de l'Environnement à Oyem***. Il apparaît indispensable de (42iv) ***prendre un autre décret qui place CUTGE/CE sous la tutelle des ministères de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement Technique, de l'Education Nationale, de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Aquaculture et, de l'Environnement et de la Protection de la Nature***.

Ce texte précisera également que ***l'ISSGE est uniquement placé sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur*** mais avec un droit de regard du Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Aquaculture. Cela aura l'avantage de gérer toute la question académique et de résoudre l'épineux problème des enseignants de l'ENEF. Il précisera en outre que ***l'ENEFE est placé sous la triple tutelle des Ministères de l'Education Nationale, de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Aquaculture et, de l'Environnement et de la Protection de la Nature*** et que ***l'EMB est sous la double tutelle du Ministère l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Aquaculture et de l'Enseignement Technique et Professionnel***. Le texte évoqué au (42i) ou au (42iv) devrait aussi préciser les différentes formations et département voire filières qui composeront lesdits établissements.

Enfin, la structuration de l'ENEF recommande d'une part, (42vi) **l'élaboration d'un plan de formation et de perfectionnement des enseignants** grâce aux accords de coopération dont bénéficie l'actuelle ENEF et d'autre part, (42vii) **l'élaboration d'un plan d'aménagement et d'occupation de l'espace au niveau du Cap Estérias**, en collaboration avec les nouvelles autorités municipales, afin d'implanter l'ensemble des infrastructures dont le CUTGE/CE aura besoin pour son fonctionnement.

### III. ADMINISTRATIONS

S'agissant des départements ministériels, il s'agit essentiellement de : Justice, Défense Nationale et Sécurité, Marine Marchande et des Equipements Portuaires, Enseignement Supérieure, Travaux Publics et de la Construction, Santé, Tourisme et des Parcs Nationaux, Finances, Budget et Privatisation, l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Aquaculture, Transport et Aviation Civile, Environnement, Développement Durable, Protection de la nature, Prévention et Gestion des Calamités Naturelles, et Recherche Scientifique.

#### A. Défense Nationale et Sécurité

L'Administration de l'Environnement est invité, afin d'appuyer ses agents sur le terrain, **(43) à signer un Mémoire d'Accord avec les Commandement en Chef de la Police et la Gendarmerie Nationale.** Celui-ci lui, entre autres, **(43i) décrira les modalités pratiques pour recourir ces forces de sécurité et de défenses en cas de nécessité** et **(43ii) fixera les conditions d'organisation des sessions de formation en matière de Police Judiciaire** adaptées à la situation

#### B. Justice et Garde des Sceaux

Sur le plan pratique, il nous paraît nécessaire que les Avocats et les Magistrats commence à considérer la chose environnementale. En ce sens, il devrait maîtriser le droit de l'environnement. Au moment où les conflits environnementaux vont se faire jour, au moment où les accords internationaux seront appliqués, il est indispensable que notre justice s'y intéresse pour voler au secours des parties gabonaise lorsqu'elles seront toujours lésées. C'est pourquoi, il est indispensable **(44) d'enrichir le programme de l'Ecole Nationale de Magistrature en y incorporant des modules sur le droit de l'environnement.**

#### C. Education Nationale

Si le Département de l'Environnement souhaite inscrire au titre de matière d'enseignement « l'Environnement », il est envisagé d'amorcer un partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale notamment la Direction Générale des Enseignements et de la Pédagogie dont dépend l'**Institut Pédagogique National (IPN).**

Cette collaboration **(45) doit aboutir à l'adoption d'un décret qui érige « l'Environnement » au rang de matière à dispenser au premier et second degré** au même titre que les arts plastiques, le sports, la géographie, le français..... Ce texte précisera également, à cet effet, **(45i) la création d'un département « Environnement » au sein de l'Institut National Pédagogique**, et **(45ii) l'ouverture à l'ENS d'un Département « Environnement »** afin de perfectionner les enseignants. Cette idée devrait être appuyée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur ; il s'agit également de préciser **(45iii) l'institutionnaliser de l'Enseignement de la nouvelle matière « Environnement » au sein des ENI.**

Sur le plan pratique, un autre décret **(46) permettra à certains enseignants de SVT et de Géographie qui le souhaitent ainsi que des agents du département de l'environnement qui ont les compétences académiques requises de devenir enseignants dans la nouvelle discipline.** Les agents de l'Environnement opéreront ainsi un changement de corps afin de dépendre directement de l'Education Nationale. Par ailleurs, il sera **(47) constituer des groupes de travail qui organiseront plusieurs séances de travail** afin d'aboutir **(47i)** à la formulation des programmes et **(47ii)** à la conception des manuels didactiques.



Au secondaire, cette nouvelle discipline, à travers l'adoption d'un texte réglementaire (48) **pourrait bénéficier d'un coefficient 2 et être progressivement considérée comme une discipline au BEPC et au Baccalauréat.** Ce texte va prévoir (48i) *l'introduction de cette nouvelle discipline au niveau de Seconde S* et (48ii) *l'ouverture d'une Série SE(sciences de l'environnement) pour les classes de Première et terminales scientifiques à côté de C & D.* Les admis pourraient se voir ouvrir, sur concours, les portes de l'ISSGE/CE et d'autres institutions en matière environnementales (Forêt, Pêche, Environnement, Protection de la Nature, Parcs Nationaux...). Enfin, il sera (49) **organisé des séances de perfectionnement pédagogique modulaires à l'attention de tous ceux qui seront signalés lors du lancement du projet.**

#### **D. Enseignement Supérieur**

Par ailleurs, en matière d'enseignement, (50) **nous attendons que la Faculté des Sciences Humaines de l'Université Omar Bongo notamment les Départements Anthropologie et Sociologie ouvrent des filières ayant trait à l'environnement.** Il s'agit de façon précise de (50i) *l'ouverture/création d'un Certificat de Foresterie Sociale au Département de l'Anthropologie* et de (50ii) *l'ouverture/création d'un Certificat de Rudologie et Socio-environnementaliste au Département de Sociologie*

S'agissant de l'Université des Sciences et Techniques de Masuku, nous passons que les Autorités Universitaires (51) **devraient soumettre au Gouvernement un texte réglementaire qui établit un réel un pont académique entre l'INSAB (Institut National des Sciences Agronomique et de Biotechnologie) relevant de la tutelle de l'enseignement supérieur et l'ENCR (Ecole Nationale des Cadres Ruraux d'Oyem) relevant de la tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.** Ce pont va permettre aux diplômés de l'ENCR, après l'obtention du baccalauréat scientifique et conformément au quota qui sera défini dans le texte, d'être admis sur titre à l'INSAB.

#### **E. Agriculture et Développement Rural**

Il devrait s'associer au département de l'environnement dans la promotion d'une agriculture durable conformément aux instruments juridiques internationaux auxquels le Gabon a adhéré. Dans cette optique, nous demandons de (52) **réviser le texte qui crée et organise ce département afin de permettre la création d'un Service de Promotion de l'Agriculture Durable.** Celui-ci, en collaboration avec le département de l'environnement, (53) **traitera des questions liées aux changements climatiques et agriculture, biocarburants et agriculture et tâchera,** d'une part (53i) *de mettre en œuvre le programme de la diversité biologique agricole élaboré dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB)* et d'autre part, (53ii) *de mettre en œuvre le plan d'action en matière de lutte contre la dégradation des terres élaboré dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Dégradation des terres (PANLCD).*

La pratique d'une agriculture durable ou de l'Eco-agriculture devrait être un enjeu majeur de l'enseignement au sein de l'INCR/Oyem. C'est pourquoi, le département de l'Agriculture et du Développement rural, à travers l'ENCR/Oyem, est aussi invité à (54) **à enrichir les programmes d'enseignement au sein de cet établissement** en y intégrant le module environnemental dénommé « Agriculture Durable ». Ce module d'enseignement permettra, entre autres, de traiter de problème d'érosion liés à l'activité agricole, de donner à ces cadres moyens les notions de base de l'action collective en milieu rural, de vulgariser les principes de l'innovation technologique, de donner une information de base sur les OGM et les biocarburants, de vulgariser les notions de base de l'agroforesterie et les techniques agro-écologies ou d'éco-agronomie.

Il conviendrait enfin (55) **d'équiper ce département des laboratoires phytopathologie et vétérinaires et d'en créer d'autres notamment le Laboratoire en pédologie et des semences** qui travailleront en collaboration avec l'IRAF.

#### **F. Marine Marchande**

En matière de gestion de l'information environnementale, le département de l'environnement va collaborer avec le Centre d'Etude et de Documentation et de Recherches Marines (CEDREM) du Ministère de la Marine Marchande. C'est pourquoi il importe (56) **de rendre ce centre réellement opérationnel**. Cette opérationnalisation passe inéluctablement par (56i) **l'élaboration d'un cadre réglementaire approprié**, (56ii) **la mise en place d'un fond documentaire indispensable**, (56iii) **la réalisation/actualisation en partenariat avec l'INC d'une carte marine**. Ce centre pourrait également (57) **collecter des informations sur les pollutions marines qui affectent la diversité marine et côtière, et sensibiliser les armateurs et les opérateurs localisés sur les plates formes portuaires sur les questions environnementales notamment les sanctions qu'ils pourraient en courir pour non respect des dispositions juridiques en la matière**. Le CEDREM (58) **travaillera aussi avec l'Observatoire Côtier logé au Ministère de l'Environnement**. Une autre entité qui sera identifiée serait également chargée (59) **de collaborer avec le département de l'environnement en y associant d'autres partenaires, en vue de mettre en œuvre le programme de travail sur la biodiversité marines et côtières adopté par la Convention sur la Diversité Biologique en y adjoignant (59i) un programme d'action de lutte contre les pollutions marines dans les bassins versant portuaires ainsi que (59ii) celui relatif au traitement des influents de navires**.

Ces plans d'actions doivent s'inscrire dans un partenariat pour l'aménagement et la gestion du domaine public portuaire, maritime et fluvial. Pour contribuer davantage à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de protection et d'amélioration de l'environnement, le département de la marine marchande devrait aussi penser (60) à réviser **La loi 10/63 du 12 janvier 1963 portant code de la Marine Marchande** (texte complètement caduc et qui ne comporte aucune disposition sur la protection du milieu marin) **en l'adaptant au code communautaire et aux conventions de Montego bay, OILPOL 54, MARPOL 73/78**.

#### **G. Santé**

Il est de plus en plus démontré que la dégradation de l'environnement a des répercussions sur la santé humaine. C'est pourquoi, nous sollicitons les autorités du département de la santé pour qu'elles (61) **puissent adopter un texte réglementaire qui permet de désigner l'Institut National d'Hygiène et d'Assainissement comme interlocuteur privilégié du département de l'environnement dans le cadre de la collaboration en matière de protection et d'amélioration du cadre de vie**. A ce titre, l'INHA (61i) **collectera des informations et portera à la connaissance des autorités sanitaires nationales, conformément au cadre du travail qui sera établi avec l'entité correspondante du ministère en charge de l'environnement, des mesures pour lutter contre certains types de pollutions et nuisances en milieu hospitalier notamment la gestion des déchets hospitaliers**. Il (61ii) **s'occupera aussi de l'animation de la thématique « Environnement et Santé » et à conduire des réflexions sur les changements climatiques et leurs répercussions sur la santé de la population**.

#### **H. Finances, Budget et Participation**

Au Ministère en charge des Finances, nous nous intéressons particulièrement à la **Direction Générale des Services de Douanes**. Nous pensons que compte tenu de son rôle (recouvrement) et de son positionnement (frontière) stratégiques, les questions environnementales doivent être prises en compte par cette entité administrative. Au lieu de mettre un service spécifique comme il a été

préconisé dans le rapport thématique relatif à la diversité biologique, il importe (62) **d'entreprendre des sessions de formation à l'attention des Douaniers afin de lutter contre la délinquance environnementale aux frontières et de leur permettre d'empêcher l'introduction sur le territoire nationale des substances prohibées et dangereuses pour l'environnement et la santé des populations.**

### **I. Travaux Publics et Construction**

Nous avons constaté qu'au sein de ce département ministériel, il existe une Direction en charge des questions environnementales. Dans le cadre du renforcement des capacités, il conviendrait simplement qu'une collaboration franche s'instaure entre cette entité et les entités correspondantes du Ministère de l'environnement afin d'éviter la duplication et le cloisonnement. A notre avis, cette direction pourrait :

- promouvoir l'intégration des préoccupations environnementales auprès des opérateurs économiques relevant de son secteur : bâtiment et construction de la route. A ce titre, une attention particulière doit être portée à la réalisation, par ceux-ci, des Etudes d'Impact sur l'Environnement (EIE);
- veiller au respect, par lesdits opérateurs économiques, des clauses environnementales consignées dans les cahiers des charges lors de l'exécution de leurs travaux.

Enfin, nous penser qu'un texte réglementaire devrait (63) **être pris par les autorités compétentes dudit département, dans le même esprit que dans le secteur forestier, pour rendre obligatoire la réalisation d'une EIE avant l'octroi d'un marché public en matière de construction de bâtiment ou de route à un opérateur économique.**

### **J. Tourisme et Parcs nationaux**

La conservation des ressources biologiques constitue une priorité pour la République gabonaise. C'est la raison pour laquelle, les autorités compétentes ont érigé treize Parcs Nationaux. Nous pensons qu'il faudrait donner à ceux-ci une réelle efficacité de gestion. C'est dans cette optique que nous demandions de renforcer les capacités de gestion ou d'action des Unités de Gestion des Parcs Nationaux mises en place par la loi 003/2007 du 27 août 2007 relative aux Parcs Nationaux. Ce renforcement passe par (64) **l'adoption d'une loi additive et courte qui complète l'article 43 de la loi 003/2007 du 27 août 2007 relative aux Parcs Nationaux.** A côté des entités correspondantes du département de l'environnement, l'Agence Nationale des Parcs Nationaux sera chargée (65) **d'identifier les priorités nationales et de mettre en œuvre le programme de travail sur les aires protégées de la CDB,** action à laquelle va se joindre la Direction de la Faune et de la Chasse du ministère de l'Economie Forestière. En collaboration avec le Ministère de l'Environnement, il sera chargé (66) d'élaborer et de mettre en œuvre les directives de gestion de la biodiversité dans les espaces exerçant les activités d'éco-tourisme.

### **K. Economie Forestière, Pêche et Aquaculture**

Dans le rapport thématique relatif à la diversité biologique, il a été préconisé de placer une entité dénommée « Service de la Foresterie Sociale et de Pêche » au niveau du Secrétariat du Ministère. Mais au fur et mesure que notre réflexion avancé, nous avons jugé utile d'abandonner cette suggestion.

**Premièrement, la Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture (DGPA) (67) devrait recruter un deuxième Sociologue qui sera affecté dans une direction technique compétente afin que celui-ci puisse s'occuper du volet sociale des activités de pêche et d'aquaculture.** Celui-ci, à travers des campagnes de sensibilisation, devrait veiller à ce que la

pratique des pêches n'érode pas les ressources biologiques marines et côtières (ressources halieutiques, mangroves...). La DGPA va également **(68) se joindre au partenariat pour la mise en œuvre du programme de travail biodiversité marine et côtière** adopté par la CDB. Enfin, il nous paraît indispensable **(69) de doter cette administration des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.** Il s'agit essentiellement de lui **(69i) fournir des embarcations ou navettes pouvant l'aider à réaliser des missions de surveillance des plans d'eaux et lutter contre les pratiques de pêches « irresponsable » contribuant à l'érosion de la biodiversité marine, côtière et des eaux intérieures** ; et d'autre part, de **(69ii) l'équiper en appareils de sûreté et de surveillance**.

**Deuxièmement, la Direction Générale des Eaux et Forêt /Economie Forestière (DGEF) (70) devrait créer une nouvelle direction technique que nous pourrions dénommée « Direction de la Foresterie Sociale » à travers la prise d'un nouveau décret.** Cette action s'inscrit dans la réforme en cours qui consiste à doter le ministère d'un nouvel organigramme.

Enfin, sur un autre plan, nous pensons qu'un texte réglementaire devrait **(71) être pris par les autorités compétentes dudit département, dans le même esprit que dans le secteur de l'Équipement et de la Construction, pour rendre obligatoire la réalisation d'une EIE avant l'attribution des Permis forestier.** L'EIE est différents du rapport d'aménagement forestier.

### **L. Transport et Aviation Civile**

Au niveau du Ministère du Transport et de l'Aviation Civile, c'est *la Direction Nationale de la Météorologie (DNM)* qui retient notre attention. Au regard de son rôle important dans la collecte de la donnée climatique, elle devrait voir son rôle s'accroître et contribuer efficacement à la maîtrise des phénomènes liés aux changements climatiques. Eu égard aux faiblesses que nous avons constaté, nous demandons à ce que les autorités compétentes puissent **(72) doter la direction nationale de la météorologie des moyens opérationnels adéquats afin que remplisse correctement, efficacement et de manière efficiente sa mission** en permettant **(72i) de la loger dans un bâtiment administratif approprié**, **(72ii) de l'acheter du mobilier de travail convenable** ainsi **(72iii) des moyens roulants adéquats pour les missions de terrain notamment des véhicules(4 x 4) et des embarcations.** Il s'agit également de lui **(72iv)** fournir des outils adaptés et performants de communication et d'informatique (logiciel de traitements de données...)

La performance de la DNM requiert aussi que **(73) soit réfectionné et renouvelé les outils de collecte, stockage, traitement et de diffusion des données de la donnée climatique.** Il s'agit de **(73i) Réhabiliter les quatre (4) stations automatiques d'Oyem, Koulamoutou, Lastoursville et Okondja ainsi que les cent vingt (120) postes pluviométriques** existant sur l'ensemble du territoire; il s'agit également de **(73ii) de réhabiliter les sept (7) stations synoptiques de Cocobeach, Mékambo, Lastoursville, Lambaréné, Tchibanga, Moanda et Mayumba** ; **(73iii) d'acquérir trois (3) nouvelles bouées ARGO à disposer au large de : Cap Estérias (8°20' Est et 0°45' Nord), Omboué (8°15' Est et 1°50' Sud), et Mayumba (9°20' Est et 3°50' Sud)** et **(73iv) de construire cinquante deux (52) stations synoptiques et cinquante deux (52) stations automatiques dans les localités ci après** et de manière paritaire, soit une (1) synoptique et une (1) automatique par localité :

**Estuaire** : Owendo, Ekouk, Medouneu, Foulenzem, Kougouleu, Parc Mt de Cristal, Nyonié ;

**Haut-Ogooué** : Boumango, Mbinda, Onga, Léconi, Akiéni ;

**Moyen Ogooué** : Makouké, Lac Azingo, Médoumane, Ndjolé ;

**Ngounié** : Ndéndé, Mbigou, Lébamba, Fougamou, Mandji, Etéké, Ikobé, Malinga ;

**Nyanga** : Moabi, Moulengui-Binza, Ndindi, Mabanda, Doussala, Mouagara ;

**Ogooué Ivindo** : Booué, Batouala, Lopé, Ovan, Mvounge, Mt Sassamonga ;

**Ogooué Lolo** : Iboundji, Longo, Lifouta, Pana, Mouyabi (gare).

**Ogooué Maritime** : Gamba, Omboué, Petit Loango, Ndougou, Ngoumbi, Sangatanga  
**Woleu Ntem** : Oyem Minvoul, Ayina source, Mvadi, Konossoville.

Pour que la DNM joue pleinement son rôle, il faudrait **(74)** prendre un décret qui va la muer en **AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE**. Celle – ci, compte tenu de son rôle majeur et transversal dans la donnée climatique pourrait être placée sous la tutelle de la **Primature**.

Pour que l'action soit davantage opérationnalisé, la DNM qui pourrait devenir ANM, aura besoin, outre les besoins exprimés dans la rubrique « formation » s'agissant de l'approche holistique des besoins, **(75) d'accroître ses effectifs de 89 cadres supplémentaires dans les sciences météorologiques tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.**

Profils souhaités	Ressources actuelles	Besoins exprimés	Ecart à former
Ingénieurs	5	20	15
Techniciens supérieurs	15	45	30
Techniciens	16	60	44
		<b>TOTAL</b>	<b>89</b>

Enfin, il est vivement encouragé à la DNM (ANM) **(76) de concevoir et publier un Bulletin d'information Météorologique** qui inclurait des informations agro – météorologique, sur les marées et sur l'évolution des tendances des changements climatiques. Celui-ci sera publié en collaboration avec le Ministère en charge de l'environnement.

### ***M. Recherche Scientifique***

Il est donc important que le CENAREST élabore des stratégies afin qu'il puisse réellement **(77) coordonner les programmes nationaux de recherche et contrôler la pratique des activités de recherche à l'échelle nationale**. En ce moment (fonctionnement actuel du CENAREST), l'exercice de cette prérogative de coordination **(78) implique d'abord une planification, dans leur exécution, de thèmes de recherche essentiellement axés sur le développement national**. **(78i) Chaque Institut de recherche planifie ses thèmes de recherche** qui sont d'abord validés en son sein puis **(78ii) approuver avant leur mise en œuvre par le Conseil Scientifique du CENAREST lors d'une séance à laquelle prendront part les Ministres en charge de la Recherche Scientifique, de l'Enseignement Supérieur, de l'Environnement et de la Protection de la Nature, de la Prévention et des Calamités Naturelles, de l'Economie Forestière et des Pêches, des Parcs Nationaux, de l'Industrie, des Finances et de la Planification ainsi que le Directeur du Centre National chargé des questions de Propriété Intellectuelle** (s'agissant uniquement de la thématique environnement). **Toute cette action devrait être mise en œuvre en fin juin avant les débuts des conférences budgétaires afin d'intégrer toutes les préoccupations prioritaires dans les projets de budgets qui seront soumis**. Elle aboutira à **(78ii) l'élaboration d'un Plan d'action quinquennal (2010 – 2014) de recherche** qui reposerait sur les préoccupations réelles de développement du Gabon. Il prendra en compte les préoccupations de l'administration gabonaise (politiques, stratégies, plans d'action, DSCR... ) **Un des axes stratégiques dudit plan traitera des questions relatives à la protection et l'amélioration de l'environnement.**

Pour mettre en œuvre ledit plan d'action, **la première action de réforme vise le financement**. Pour le financement, il est envisageable **(79) d'augmenter les budgets alloués à la recherche au sein des Instituts**. Cela devrait se faire **(79i) à partir de la mise en œuvre des projets de recherche s'intégrant dans des programmes nationaux qui découleraient, inéluctablement, du plan d'action quinquennal de recherche**. **La deuxième action de réforme vise la pertinence, la gestion et l'évaluation des projets de recherche**. Une réflexion devrait aussi **(79ii) mettre en place un mécanisme autonome de mobilisation des financements pour mener à bien les activités de recherche**. Le CENAREST devrait aussi **(80)**

porter les efforts sur l'inscription de crédits pour les abonnements réguliers aux périodiques, la prise en charge de certaines publications, après sélection par les organes compétents du CE.NA.RE.S.T. et des Universités, ainsi que la pérennisation du prix scientifique pour encourager les chercheurs les plus méritants. Le CENAREST (81) devrait aussi s'investir dans la mise en place d'une Revue Scientifique de publication afin d'apprécier les efforts de recherche des chercheurs. A ce titre, il devrait (81i) nommer une équipe scientifique pour animer cette revue et déploiera des stratégies pour (81ii) donner un « impact factor » à cette revue afin qu'elle une cotation sur le plan international

Au regard de nos observations, nous pensons que le CENAREST devrait (82) **développer et mettre en œuvre un programme interne de formation et de recrutement des chercheurs** enfin de (82i) doter les différents instituts de recherche non seulement du personnel en quantité mais aussi en quantité. Il apparaît ainsi urgent d'« aller à la source pour détecter les chercheurs en herbe pour mieux les intégrer, les orienter et garantir ainsi, un renouvellement efficace des ressources humaines ». <sup>25</sup> Pour notre part, nous pensons qu'il est aussi important (82ii) de disponibiliser des équipes de recherche intégrées et pluridisciplinaires au sein de chaque institut de recherche.

De manière spécifique, nous allons nous intéresser aux cinq instituts de recherche du CENAREST.

L'IPHAMETRA, à travers ses missions et ses tâches dévolues à ses Laboratoires (décret N° 1161/PR/MRSEPN du 11/12/76) est impliqué dans la gestion de la diversité biologique. Il devrait (83) **s'investir dans la recherche des partenariats réels avec l'Association des Thérapeutes gabonais afin d'aider l'administration gabonaise** (ministères en charge de l'économie forestière, l'environnement et de la protection de la nature et de la santé) à réguler l'accès aux ressources biologiques. Avec les mêmes entités, l'IPHAMETRA devrait (84) **asseoir un programme dans le cadre de la mise en œuvre de l'objectif 3 de la CDB qui trouverait des bases dans les articles 8j et 15 dudit instrument**.

Il devrait aussi (85) **mettre en œuvre le programme de travail sur l'initiative taxonomique de la CDB**. L'IPHAMETRA pourrait également (86) appuyer l'ENEF dans les cours de botanique, de taxonomie et de systématique. A travers l'Herbier National, l'IPHAMETRA pourrait également (87) animer la thématique relative à la Stratégie Mondiale de Conservation des Plantes développée par la CDB.

En se référant aux missions de l'IRAF ([décret n°01159/PR/MRSEPN](#) du 11 décembre 1976), nous pouvons déduire que ses interventions peuvent s'inscrire dans le cadre de lutte contre la dégradation des sols/terre et de la gestion de la diversité biologique.

S'agissant de la lutte contre la dégradation des sols/terre, l'IRAF pourrait (88) **s'investir dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de recherche** qui viserait à (88i) comprendre les conséquences des pratiques agricoles actuelles sur les sols/terres et de proposer des solutions car certains observateurs s'accordent à dire que l'agriculture, qu'elle soit pratiquée par en milieu rural ou par une société agro-industrielle, épuiserait le sol. Cette recherche aurait donc l'occasion d'infirmer ou de confirmer cette assertion.

Ce programme identifierait également des stratégies pour (88ii) entrevoir la possibilité d'apporter des amendements (fertiliser) aux sols qui ne sont pas favorable à la pratique de l'agriculture : sols sablonneux, ferrallitiques...

S'agissant de la diversité biologique, les missions de l'IRAF peuvent être orientées dans deux directions. Il convient, dans cette perspective, de mettre un accent sur des politiques et stratégies qui visent d'une part, à gérer durable de la diversité biologique forestière et d'autre part, à associer production agricole et gestion de la biodiversité.

<sup>25</sup> Prof. Daniel Franck IDIATA, [www.cenarestgabon.org/administration/motcg.html](http://www.cenarestgabon.org/administration/motcg.html)

En matière *de gestion durable de la diversité biologique forestière*, il s'agit, pour l'IRAF, (89)d'introduire dans son programme de recherche, un axe stratégie qui permet de s'articuler autour des actions visant la recherche des méthodes de gestion rationnelle des forêts gabonaises où la diversité biologique est menacée et des zones d'interface entre les aires protégées et les territoires agricoles. A ce titre, la recherche pourrait porter sur :

- (89i) la recherche des causes et les processus de destruction et de dégradation des forêts gabonaises ;
- (89ii) l'analyse des problèmes forestiers pour aider à élaborer des politiques nationales et sous-régionales ;
- (89iii) le développement des Méthodes propres pour la mise en œuvre des activités sylvicoles (reboisement viables à long terme et bénéfiques pour les populations locales) ;
- (89iv) la mise en place d'instruments, stratégies et pratiques optimales pour une meilleure gestion des forêts.

Dans le cadre du *couple production agricole/gestion de la biodiversité*, l'axe stratégique de recherche identifié (90) devrait permettre de conduire, progressivement, les Politiques, les sociétés Agro-industrielles et Pastorales ainsi que les promotionnaires de « l'agriculture de subsistance économique »<sup>26</sup> à produire pour la satisfaction des besoins des populations. Dans cette optique, le Laboratoire de Biotechnologie de l'IRAF(91) doit contribuer significativement à la mise en œuvre du cadre national de biosécurité élaboré au ministère de l'environnement. Enfin, L'IRAF est invité (92) à établir des collaborations avec plusieurs partenaires. Sur (92i) le plan national, L'IRAF, outre les Instituts de recherche du CENAREST, pourrait établir des partenariats avec le Laboratoire d'Agronomie de l'INSAB (USTM), du Laboratoire de contrôle de la qualité alimentaire logé à la Direction Générale de la Consommation et de la Concurrence (Ministère chargé des Finances) et des centres de recherche logés au sein du Ministère de l'Agriculture et de Développement rural. (92ii) Sur le plan international, des partenariats pourrait être établis avec le CIRAD, l'INRA et AgroParisTech en France et d'autres Institutions similaires du Brésil en raison de leurs performances en matière agricole.

L'IRET (Institut de Recherche en Ecologie Tropicale) dont la mission est d'étudier le fonctionnement global d'écosystème en milieu Gabonais, leur stabilité, leur potentiel de transformation ([décret N° 001867](#) du 25 Novembre 1985) devrait axer ses interventions sur l'étude des populations, des communautés, des écosystèmes et de la biosphère. S'agissant des questions environnementales, il n'intervient que dans le domaine de la biodiversité. A ce sujet, enfin de lutter contre *les crises écologiques*, l'IRET devrait (93) concevoir et mettre en œuvre un programme de recherche dont les projets porteraient sur l'écophysiologie (relations entre un processus physiologique et les facteurs environnementaux), l'auto-écologie/autécologie (relation entre un type d'organisme et les facteurs de l'environnement), l'écologie des populations /Démonstration-écologie (relation entre les populations d'individus d'une même espèce) ; la synécologie (relations entre une communauté d'individus d'espèces différentes et son environnement), l'étude des écosystèmes et de l'écologie globale ; sur la taxonomie et l'impact environnemental des espèces envahissantes ainsi que sur les interactions entre écosystèmes insulaires (Port-Gentil, Pointe Denis, Iles Samory Touré, portion de terre de Lambaréné ceinturé par l'Ogooué...) et activités humaines.

L'un des quatre départements de l'IRET notamment celui chargé *Ecosystèmes terrestres* devrait, en collaboration avec les départements de l'économie forestière et de l'environnement, (94) internaliser et élaborer un projet de vulgarisation de l'Approche écosystémique élaborée par le

---

<sup>26</sup> Les produits viviers issus de l'Agriculture familiale et destinés à la vente



Secrétariat de la Diversité Biologique. L'IRET pourrait accroître sa coopération avec le CIFOR et les autres partenaires.

Les missions de l'IRSH ([décret n° 01181/PR/MRSEPN](#) du 8 décembre 1976) le prédestinent à entreprendre la recherche dans des domaines relatifs à l'étude de l'Homme, de la société et des rapports de l'Homme avec son espace de vie. C'est pourquoi, l'intervention de cet Institut de recherche s'observe au niveau des trois Conventions de Rio et dans la protection et l'amélioration du cadre de vie. Il se doit donc très dynamique et plus opérationnel. C'est pourquoi, il doit développer un programme de recherche conséquent prenant en compte les aspects sus – évoqués.

Dans le cadre de la protection et l'amélioration du cadre de vie, un des axes stratégique du programme de recherche qui sera développé par le département de Sociologie, Anthropologie et Psychologie, (95) **devrait chercher à comprendre le comportement, les réactions, les réponses... des citoyens face à la question des déchets et proposer des solutions pour une gestion participative ou communautaire des déchets notamment dans nos centres urbains.** Appliquées à la donne de l'utilisation durable des sols (lutte contre la dégradation des terres), un autre axe stratégique de recherche, développé par le département de Géographie va (96) **se pencher sur la compréhension et la maîtrise de plusieurs phénomènes observés tant en milieu urbain que rural dépendant soit de la nature soit de l'activité économique et d'en proposer des solutions** conséquentes ou des modèles de gestion desdits phénomènes. Il s'agira (96i) **de comprendre les mécanismes (causes, conséquences) de l'érosion et d'éboulement de terrain qui deviennent fréquents, le phénomène l'habitat spontané et sauvage, (96ii) de mesurer l'impact des activités économiques sur la dégradation des terres** et devraient être proposés afin de résoudre ces problèmes. Par ailleurs, dans le même axe stratégique de recherche, le département de Sociologie, Anthropologie et Psychologie (96iii) **devrait mener des études sur le système traditionnel de production agricole afin de mesure sa performance ou sa décadence et de proposer, en collaboration avec l'IRAF des solutions pour accroître la performance ou pour remédier aux insuffisances constatées.** (96iv) **Une analyse du système d'exploitation des sols/terres par des sociétés Agro-industrielles** telle que SIAT devrait aussi être son champ d'investigation.

Concernant les Changement climatique, les missions de l'IRSH vont le conduire (97) **à mettre en œuvre un autre axe stratégique de recherche dans cette thématique environnementale émergente** qui permettra au département des Sciences marines d'entreprendre des études de nature à expliquer l'origine des changements climatique et leurs manifestations ainsi que la prévision des risques, liés au changement climatique, encourus dans les prochaines années. En ce moment, il s'agirait de nous clarifier la différence entre changement climatique et variabilité (variation) climatique. Dans le même cadre, le département de Sociologie, Anthropologie, Psychologie chercherait, quant à lui, à (98) **comprendre la perception qu'a l'ensemble des acteurs sur la notion de changement climatique et identifier les potentiels conséquences des changements climatiques sur les activités quotidiennes des différents acteurs.** Ensemble, les départements de l'IRSH ci-dessus identifiés élaboreraient des modèles qui pourraient permettre de mener des actions d'adaptation et d'atténuation le cas échéant.

Dans le domaine de la Biodiversité, le travail de l'IRSH va consister (99) **à développer un autre axe stratégique de recherche, par le biais du département de Sociologie, Anthropologie, Psychologie, dont l'analyse porterait sur :**

- les incidences socioéconomiques qui touchent notamment les communautés autochtones et locales dans le cadre des activités liées à l'exploitation des ressources naturelles (forestières, minières...);



- la « foresterie sociale »<sup>27</sup> (cogestion, gestion participative des ressources, approches novatrices pour accroître la participation des usagers à la gestion des forêts, appui à des approches intégrées de la gestion des ressources naturelles, impacts des méthodes et techniques participative et de la cartographie sociale),
- les études des terroirs en vue des processus d'aménagement forestiers ou de certification forestière ;
- la compréhension et la valorisation des SPIT (savoirs, pratiques et innovations traditionnels) ;
- l'étude des sociétés humaines dans leurs milieux (en privilégiant les savoirs et les usages des ressources, tout en prenant en compte les effets sur la biodiversité, les relations entre l'Homme et les plantes/animaux) ;
- les techniques susceptibles de permettre aux populations autochtones et locales d'accroître des bénéfices économiques issues de l'exploitation des produits forestiers non ligneux. Cette tâche se ferait en collaboration avec l'IRAF.

Sur le plan institutionnel, l'IRSH devrait apporter une nouvelle dynamique à ses départements afin d'accomplir les activités énumérées ci-dessus. Cette nouvelle dynamique recommande aux autorités de l'IRSH **(100) de créer des structures opérationnelles telles que des laboratoires au sein des différents départements** comme ce fut le cas du CNDIO au département des Sciences Marines. Ainsi, au sein du Département Sociologie – Anthropologie – Psychologie, il pourrait **(100i)** être mis en place un laboratoire que l'on dénommerait : Laboratoire Sociétés, Milieux et Territoires (LMST) ou Laboratoire Environnement et Société (LES). Au niveau de celui de Géographie, on pourrait **(100ii)** créer un laboratoire que l'on appellerait Laboratoire de géographie environnementale et Sociale (LGES).

Si les champs de travail du LMST/LES sont clairement définis dans les analyse précédentes, en revanche ceux du LGES ne l'ont pas été. Ainsi, nous proposons que ceux-ci soient orientés vers quatre domaines principaux : *la géographie de l'environnement* (géomorphologie littorale, risques naturels liés à la mer, vulnérabilité et qualité environnementales) ; *la géographie sociale* (approche géographique du tourisme, attractivité des territoires, mobilités et pratiques résidentielles, territorialités maritimes, insularité) ; *les politiques publiques* (développement durable et gestion intégrée des zones côtières) et, *l'espace et information* (analyse spatiale, les bases de données et le développement de l'information géographique).

Le cinquième institut du CENAREST est L'IRT(Institut de Recherche technologique)dont les missions([décret n° 01159/PR/MRSEPN](#) du 11 décembre 1976) lui commandent **(101) de s'investir davantage dans le développement d'un programme de recherche qui met en relief des applications de certaines technologies modernes qui auraient moins d'impacts sur les ressources biologiques.**

#### **N. Environnement, Protection de la Nature, Développement Durable, Prévention et Gestion des Calamités Naturelles**

Lorsque que nous effectuer une lecture comparée entre les principes définis dans la loi 16/93 et les attributions et singulièrement l'organisation du Ministère en charge de l'environnement définies dans le décret 913, force est de constater qu'il existe une réelle inadéquation. En effet, le décret 913 est frappé par une sévère caducité car ne correspondant plus au contexte actuel. C'est pourquoi plusieurs voix autorisés ont souhaité une actualisation dudit texte. La confusion devient totale lorsqu'on découvre le contenu de l'Ordonnance N°5/76 du 22

<sup>27</sup> Politique de prise en compte de l'Homme comme acteur principal dans la mise en œuvre des programmes de gestion durable des forêts

janvier 1976 portant création du CNAP et le Décret N°0323/PR/MRSEPN du 09 avril 1976 portant organisation du Centre National Anti-Pollution (CNAP) ;

Au regard des missions qui lui sont assignés et des insuffisances constatées, nous proposons :

### **1- SUR LE PLAN EXTERNE**

Les champs de l'action publique connaissent une transversalité croissante. Par ailleurs, l'environnement étant un domaine transversal, c'est logique que s'impose le besoin de coordination qui se manifeste actuellement. Dans ce cadre, l'administration de l'environnement **(102) devrait disposer des moyens et d'un cadre juridique pour formaliser l'ensemble des partenariats qui a été identifié.** L'administration de l'environnement se doit donc **(102i) de fonder son action sur le dialogue et d'intervenir en partenariat** ainsi que **(102ii) de développer des coopérations scientifiques, techniques et technologiques à l'échelle sous – régionale, régionale et internationale.**

Il est aussi nécessaire que l'administration de l'environnement, de la Préventions et de la Gestion des Calamités Naturelles **(103) puisse initier, en collaboration avec les différentes administrations et institutions concernées, des actions** visant, d'abord, à **(103i) donner un fonctionnement optimal à la coordination du Plan Urgence National du Gabon.**

Il s'agira spécifiquement **(103ia) de l'élaboration des programmes d'exercice pour entraîner le personnel à toutes les techniques de traitement et d'atténuation lors de déversement et y associant les représentants du secteur privé aux fins de garantir le maximum d'efficacité et en mettant à sa disposition du matériel et des équipements adéquats(103ib).** Ensuite, elles visent **(103ii) la mise en œuvre du plan de lutte contre l'exposition aux risques (PER)** et **(103iii) la mise en place du plan d'organisation de secours (PSEC) en cas de sinistres**

### **2- SUR LE PLAN INTERNE**

#### **a. Renforcer la capacité de pilotage**

Dans un premier temps, il faudrait renforcer les capacités de pilotage des dirigeants des différentes directions générales et du CNAP afin de promouvoir des démarches de management participatif pour impliquer davantage l'ensemble des personnels. A partir de la Feuille de Route élaborer par le Chef du département, des objectifs et des missions clarifiés devraient être élaborés et transmis aux différents échelons : Direction Générale, Direction Techniques, Services, structures provinciales ou départementales, observatoires... Au terme de l'échéance des missions, les concernés devront concevoir des tableaux de bord.

Cette logique de « guichet » doit se passer à une politique de projet afin de prolonger l'action de l'administration sur le terrain. L'enjeu, dans le renforcer de capacité de pilotage, est aussi de passer, de la logique de coordination qui prévaux à une véritable logique de coopération renforcée au sein d'une Direction Générale, Direction Technique, d'un Service....

#### **b. Doter l'administration des moyens conséquents**

##### **▪ LOGISTIQUE ET EQUIPEMNT**

Des efforts doivent être entrepris afin **(104) de doter le département des moyens visant à améliorer les conditions de travail de l'ensemble des agents.** Cela nécessite **(104i) l'octroi des**

équipements et mobiliers indispensables (matériel informatique, mobilier de bureau, postes de téléphone), (104ii) l'achat de vingt (20) voitures(4x4) pour les activités de terrain car à ce jour seuls les responsables administratifs possèdent des véhicules.

Deux (2) voitures seront affectées à chaque unité administrative (Directions Générales et CNAP) et, une, aux neuf (9) directions provinciales et trois observatoires. Les voitures affectés au CNAP devrait (104iii) être des véhicules laboratoires équipées des outils d'évaluation des pollutions.

L'amélioration de conditions de travail aura atteint son niveau de satisfaction lorsque que l'administration de l'environnement (105) **sera dotée ou pourra acquérir un immeuble ministériel qui abritera l'ensemble de ses services techniques et les laboratoires du Centre National Anti-Pollution**. Cet immeuble pourrait être baptisé « Maison de la Nature ».

#### ▪ MECANISME DE FINANCEMENT

L'amélioration des conditions de travail passe aussi par l'acquisition des moyens financiers. Nous pensons également que les autorités du département en charge de l'environnement devrait (106) **élaborer un plan d'affaire (business plan) afin de mettre en place un mécanisme de financement visant à mobiliser davantage des ressources financières**. Dans cette perspective, il faudrait relancer et explorer davantage la question (106i) de la mise en place du fond national pour l'environnemental (FNE) qui demande (106ia) une réflexion sur la fiscalité environnementale (taxe, pastille verte anti-pollution...) et des stratégies pour rentabiliser les énergies engloutis dans les séances dévaluations des EIE déposés par les opérateurs économiques et (106ib) la mise en route d'une action continue et efficace de surveillance et de contrôles (d'abord à base pédagogiques) qui pourraient déboucher sur des sanctions à l'attention des récidivistes. Une réflexion devrait aussi (106ii) être amorcée en vue d'explorer des mécanismes financiers novateurs : REDD, MDP, Dispositions pertinentes des AME's, Coopérations bilatérales et multilatérales.... Il s'agira de mettre en place une diplomatie environnementale efficace afin d'établir plusieurs accords de coopération bilatérale en la matière. L'élaboration et la mise en œuvre du Business Plan (106iii) devrait conduire à une réelle identification et ciblage des partenaires impliqués dans les questions environnementales en fonction de leur champ d'intervention.

#### C. Développer un cadre juridique adéquat

Sur le plan juridique, le Gabon est invité (107) **à disposer d'un arsenal législatif, réglementaire incitatif et adéquat pour le renforcement en matière de protection et amélioration de l'environnement**. Au regard des enjeux, il est donc urgent que les spécialistes en droit de l'environnement et les techniciens du département en charge de l'environnement puissent d'abord (107i) organiser des séances de travail afin d'identifier l'ensemble des textes devenus caducs et qui nécessite d'être actualisé. Ensuite les techniciens du droit de l'environnement sus-identifiés (107ii) vont répertorier les projets de décrets et autres outils réglementaires, administratifs et incitatifs capables d'internaliser les dispositions des principales AME's et notamment les trois Convention de RIO.

Au niveau du cadre de vie, l'administration de l'environnement devrait (107iii) appuyer les Collectivités Locales, au vu du cadre juridique existant, à prendre des arrêtés municipaux afin de relayer l'action du Gouvernement au niveau local.

L'élaboration des textes juridiques nécessite la participation de tous les acteurs concernés. Ainsi, en dehors des techniciens des ministères impliqués dans la protection et l'amélioration de l'environnement, il paraît indispensable (107iv) d'associer, à cette démarche, au cours des séances d'atelier qui seront organisées, les membres de la société civile.

#### d. Optimiser le fonctionnement

Optimiser le fonctionnement du Ministère en charge de l'environnement suppose l'existence effective de plusieurs paramètres pouvant permettre à l'administration de l'environnement d'accroître son rendement afin que son action soit plus visible sur le terrain. Dans cette optique, il s'agirait de :

- **DOTER L'ADMINISTRATION D'UN OUTIL OPERATIONNEL DE PROXIMITE**

La révision du décret N° 913 portant attributions et organisation du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (108) **devrait prévoir non seulement la création des direction provinciale de l'environnement, protection de la nature, prévention et gestion des calamités naturelles mais aussi et surtout la création de deux (2) BRIGADES ENVIRONNEMENTALES MOBILES à Libreville et Port-Gentil.**

- **AMELIORER L'ORGANISATION INTERNE DU TRAVAIL**

Pour aboutir à l'amélioration de l'organisation interne du travail, les services compétents du Secrétariat Général du département de l'environnement devrait mettre place un système de gestion dont (109) **une expertise extérieure peut être sollicitée pour effectuer ce travail.** Des manuels de procédures du genre ont déjà été élaborés par des organisations similaires. (110) **Il suffit simplement de les acquérir et de les adapter.**

- **AVOIR DES RESSOURCES HUMAINES ACCRUES ET FORMEES**

Cette action importante nécessite que les responsables autorisés (111) élaborent un plan de gestion des ressources humaines, toujours inexistant, qui comprendra (111i) un programme détaillé de recrutement du personnel et cela en fonction des postes et (111ii) un programme de formation en vue de perfectionner le personnel. Il s'agit dans l'ensemble de promouvoir une organisation du travail qui valorise les compétences et tienne compte des aspirations individuelles.

- **ACCROÎTRE LA VISIBILITE**

Dans un premier temps les autorités compétentes devraient finaliser le processus de la mise en place des structures visant à opérationnaliser les AME's. C'est le cas de la CDB où (112) **il doit être mis en place des Autorités Nationales Compétentes pour les questions de Biosécurité et d'Accès à la ressources et Partage des Avantages (APA).** Elles pourraient dans le même ordre d'idée finaliser le processus de nomination des Correspondant Nationaux Thématiques de la CDB

Sur un tout autre plan, l'administration de l'environnement doit se déployer sur l'ensemble du territoire national (113) **pour organiser des campagnes de sensibilisation qui pourraient aussi être relayées par les ONG et organisations de bases compétentes.**

En matière de communication et d'information, (114) **il revient de mettre en place un CHM et au BCH.** En raison des difficultés financière, ceux-ci pourraient être des fenêtres connectées au CHM Afrique Centrale qui sera développé par la COMIFAC. Il conviendrait alors (115) **de procéder à la lecture desdits programmes et d'identifier et mettre en œuvre les différentes activités susceptibles d'être réalisées au Gabon.** Celles-ci seront compilées et consolider dans une matrice servant de programme opérationnel en matière de communication, information et sensibilisation du public. Celui-ci sera complété par d'autres thématiques touchant les différentes populations cibles. Le département chargé de l'environnement et de la protection de la nature (116) **devrait intensifier ses actions en matière de protection de la nature.** Dans cette perspective, (116i) il devrait travailler en collaboration

avec celui chargé de l'Economie Forestière afin de finaliser les huit (8) projet de mise en réserve d'une zone forestière de 413 524 ha. De même, il devrait tout mettre en œuvre pour :

- (116ii) finaliser les procédures de classement de trois nouvelles zones humides ;
- (116iii) ériger cinq (5) jardins zoologiques ;
- (116iv) ériger cinq (5) Jardins Botaniques.

Par ailleurs, pour permettre l'animation de la Convention de la Diversité Biologique et le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale et Plan d'Action en matière de Diversité Biologique (SNPA-DB), le Conseil des Ministres du 20 juillet 2000 a créé **l'Observatoire Nationale de la Biodiversité** (ONB) logé au sein de la Direction Générale de l'Environnement. Nous pensons que le département en charge de l'environnement (117) **devrait être réhabilité cette structure en lui dotant d'un statut juridique réelle et effectif et en lui attribuant des moyens financiers conséquents car elle est la pièce maîtresse du Groupe National Thématique de Travail Biodiversité Gabon.**

## ▪ REVISER LES TEXTES ORGANIQUES

Il a été démontré qu'il existe des chevauchements entre les Décrets N° 913 et N°0323 portant respectivement attributions et organisation du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, et portant organisation du CNAP. Par ailleurs, au vu de la pratique de l'exercice actuel du travail, ils sont de nature à entretenir un flou.

Il est donc question **de prendre (118) d'abord un nouveau décret qui crée, organise et fixe les attributions du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Prévention et de la Gestion des Calamités Naturelles tout et abroge le décret 913** et ensuite (119) un **texte visant à abroger le décret N°0323 portant organisation du CNAP**. Ce nouveau décret du CNAP doit abroger plusieurs dispositions du décret N00323 notamment l'article 15 qui est en contradiction avec l'article 3 de l'ordonnance N05/76 du 22 janvier 1976 créant le CNAP. IL devrait aussi prendre soin de préciser les missions et les tâches de chaque entité afin de permettre aux agents d'effectuer au mieux leur travail car le décret 323 est très imprécis et implicite en la matière. Ces deux révisions des textes organiques aboutiront à l'élaboration de deux nouvel organigrammes dont nous vous présentons les propositions.